



Commission des droits

de la personne et
des droits de la jeunesse

ÉTUDE DES CRÉDITS

2025-2026

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

AVRIL 2025

360, rue Saint-Jacques, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 1P5
Accès pour personnes à mobilité réduite:
361, rue Notre-Dame Ouest

T / 514 873.5146 | 1 800 361.6477
F / 514 873.6032 | 1 888 999.8201
cdpdj.qc.ca
information@cdpdj.qc.ca



En concordance avec notre plan d'action de développement durable, nous privilégions la réception de documents en version électronique.

Document préparé en avril 2025

Coordination

Josée Morin

Directrice du secrétariat général et secrétaire générale adjointe

Soutien professionnel

Valérie Féquière

Analyste de la gestion et des procédés administratifs

Soutien technique

Sara Mohamed Ahmed

Technicienne principale en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

1. Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle (PLQ)

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
P.1 SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 (ET PRÉVISIONS POUR 2025-2026) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	11
P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2024-2025, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION ; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV ; D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE ; E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	12
P.6 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL ; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2024-2025. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	14
P.7 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2024-2025.	15
P.9 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2024-2025. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT ; B. LES MEMBRES ; C. LE BUDGET ; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES ; E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2024-2025 ; F. Les résultats obtenus en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	16
P.11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2024-2025 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES ; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES ; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER ; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE ; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.	27
P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2024-2025 : A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION ; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES ; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.	29

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.55	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2024-2025 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL ; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION ; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT RÉALISÉ JUSQU'À MAINTENANT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2025-2026 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE ; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT ; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.	30
P.106	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2024-2025. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	31
P.107	CONCERNANT LES PLAINTES DÉPOSÉES POUR DISCRIMINATION OU VIOLENCE FONDÉE SUR L'ORIENTATION SEXUELLE OU L'IDENTITÉ DE GENRE EN 2023-2024 ET 2024-2025, VEUILLEZ NOUS FOURNIR: A. LA LISTE DES ENQUÊTES OUVERTES; B. LA LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS PAR LES ENQUÊTES; C. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ; D. LA LISTE DES RECOMMANDATIONS PRODUITES; E. La liste des sanctions appliquées.	34
P.108	CONCERNANT LES PLAINTES DÉPOSÉES POUR RACISME EN 2023-2024 ET 2024-2025, VEUILLEZ NOUS FOURNIR: A. LA LISTE DES ENQUÊTES OUVERTES; B. LA LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS PAR LES ENQUÊTES; C. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ; D. LA LISTE DES RECOMMANDATIONS PRODUITES; E. La liste des sanctions appliquées.	35
P.109	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2024-2025, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.	36
P.110	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	38
P.111	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2024, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI</i> À CE JOUR.	40
P.112	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	54
P.113	POUR 2024-2025, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, DANS SES INTERVENTIONS AVEC LES EMPLOYEURS, AFIN DE FAIRE VALOIR LES AVANTAGES DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI.	55
P.114	POUR 2024-2025, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE AFIN DE RENFORCER SES PARTENARIATS AVEC LES ORGANISMES SPÉCIALISÉS DANS L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN DES MINORITÉS VISIBLES EN EMPLOI.	57
P.115	POUR 2024-2025, INDIQUER LE NOMBRE D'ORGANISMES PUBLICS QUI ONT SOUMIS UN QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QU'ILS ONT EUX-MÊMES MODIFIÉ, POUR APPROBATION À LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.	59
P.116	DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION QU'ELLE MÈNE ACTUELLEMENT EN LIEN AVEC LA POSSIBILITÉ D'AJOUTER LES SOUS-GROUPES AUX MINORITÉS VISIBLES DANS SON QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QUE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE INDIQUE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONSULTÉS ET LA DATE ET DURÉE DE CHACUNE DE SES RENCONTRES.	60
P.117	POUR 2023-2024 ET 2024-2025, INDIQUER LES ACTIONS ET MESURES MISES EN ŒUVRE PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE POUR ATTIRER L'ATTENTION DES EMPLOYEURS ET DES ORGANISMES PUBLICS SUR LES MICRO-AGRESSIONS.	61
P.118	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2024-2025. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	62
P.119	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2024-2025.	65

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.120	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2024-2025.	67
P.121	EFFECTIF POUR 2024-2025 ET PRÉVISIONS POUR 2025-2026, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	69

2. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION (QS)

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.6	LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS INCLUANT, POUR CHACUN DE CES CONCOURS : - LE NOMBRE DE POSTES À COMBLER; - LE NOMBRE DE POSTULANTS; - LA DATE; - LA NATURE (CONCOURS RÉSERVÉ OU NON); - LE TAUX DE RÉUSSITE; - LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; - LA DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS.	73
P.16	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR LA PROCHAINE ANNÉE.	74

3. Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'Opposition (Parti Québécois)

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2024-2025 (PRÉVISIONS POUR 2025-2026) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	77
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2024-2025, INDIQUER : LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	78
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	80
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2024-2025, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : LE MANDAT; LES MEMBRES; LE BUDGET; LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2024-2025; LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.	81
P.39	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2024-2025 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2025-2026 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE; LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.	92

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.158	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2024-2025. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	93
P.159	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2024-2025, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.	96
P.160	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	98
P.161	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2024, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI</i> À CE JOUR.	100
P.162	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	115
P.163	PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDIQUER LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.	116
P.164	DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.	118
P.165	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2024-2025. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	119
P.170	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2024-2025.	122
P.171	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2024-2025.	124
P.172	EFFECTIF POUR 2024-2025 ET PRÉVISIONS POUR 2025-2026, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL	126
P.173	BILAN DU SERVICE DE MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DANS LE CADRE DU PROJET PILOTE À QUÉBEC.	127

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 JANVIER 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (PLQ)**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question **01**

SOMMES DÉPENSÉES EN 2024-2025 (ET PRÉVISIONS POUR 2025-2026) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2024-2025 (K\$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	136 K \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0 K \$
• EXTERNE	53 K \$
• CSPQ / ITQ	55 K \$
TOTAL	244 K \$

Question 2

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2024-2025, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION ;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV ;
- D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE ;
- E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77.
- IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENT** : TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, 28 FÉVRIER 2024 AU 27 FÉVRIER 2029 (DÉCRET 1819-2023)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : PIERRE, MYRLANDE, 29 JUILLET 2024 AU 28 JUILLET 2029 (DÉCRET 945-2024)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : GAREAU, STÉPHANIE, 6 JANVIER 2025 AU 5 JANVIER 2030 (DÉCRET 1626-2024)

MEMBRES

EL-HAGE, HABIB
 GAUVREAU, LIZETTE
 LECLERCQ, MARIE-LAURE
 LEMAY, SYLVAIN
 ROY, MARTINE
 SANTORINEOS, ANNE-MARIE
 SIOUI, BRUNO
 VILLEFRANCHE, MARJORIE
 VOLLANT, NADINE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4000\$ ET DES HONORAIRES DE 200\$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PIERRE, MYRLANDE, VICE-PRÉSIDENTE, MANDAT DU 29 JUILLET 2024 AU 28 JUILLET 2029.
 VOLLANT, NADINE, MEMBRE, MANDAT DU 25 JUIN 2024 AU 24 JUIN 2029.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

GAREAU, STÉPHANIE; VICE-PRÉSIDENTE; 6 JANVIER 2025 AU 5 JANVIER 2030.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

NOM ET PRÉNOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ	PRÉSIDENT	7 154 \$	0 \$	1 082 \$
PIERRE, MYRLANDE	VICE-PRÉSIDENTE	3 309 \$	0 \$	69 \$
ARPIN, SUZANNE	VICE-PRÉSIDENTE	6 918 \$	0 \$	204 \$
GAREAU, STÉPHANIE	VICE-PRÉSIDENTE	0 \$	0 \$	N/A
EL-HAGE, HABIB	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
GAUVREAU, LIZETTE	MEMBRE	1 247 \$	0 \$	N/A
LECLERCQ, MARIE-LAURE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
LEMAY, SYLVAIN	MEMBRE	3 123 \$	0 \$	N/A
ROY, MARTINE	MEMBRE	131 \$	0 \$	N/A
SANTORINEOS, ANNE-MARIE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	2 543 \$	0 \$	N/A
VILLEFRANCHE, MARJORIE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
VOLLANT NADINE	MEMBRE	4 517 \$	0 \$	N/A
TOTAL		28 942 \$	0 \$	1 355 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question 6

COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL ; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2024-2025. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS	ÉCART
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	137 400 \$	114 500 \$	22 900 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	1 426 800 \$	1 189 000 \$	237 800 \$
PROJETS	190 500 \$	50 000 \$	140 500 \$
TOTAL	1 754 700 \$	1 353 500 \$	401 200 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question **7**

LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2024-2025.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question 9

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2024-2025. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT ;
 - B. LES MEMBRES ;
 - C. LE BUDGET ;
 - D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES ;
 - E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2024-2025 ;
- LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP)	REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS DU CANADA	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE	4
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ)	LE CCDEJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS DE L'ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX.	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER SUZANNE ARPIN STÉPHANIE GAREAU	4
COMITÉ DE GOUVERNANCE COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE (CDPDJ) - MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)- COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE (COMDP)- ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC (ÉNPQ)	COLLABORER AU DÉVELOPPEMENT D'UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS.	MYRLANDE PIERRE	4
COMITÉ DE LIAISON AVEC LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE	CE COMITÉ A POUR MANDAT D'IDENTIFIER LES PROBLÈMES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE PROPOSER DES SOLUTIONS PRATIQUES VISANT À ATTEINDRE DES OBJECTIFS D'EFFICACITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE.	MYRLANDE PIERRE ATHANASSIA BITZAKIDIS	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	<p>RÉPERTORIER ET CONSIGNER LES ENJEUX LOCAUX EN LIEN AVEC L'ADMINISTRATION D'UNE JUSTICE ADAPTÉE AU CONTEXTE AUTOCHTONE, L'ACCOMPAGNEMENT DES JUSTICIABLES, LA PRÉVENTION DU CRIME ET L'ENVIRONNEMENT CORRECTIONNEL.</p> <p>RAPPORTER CES DIFFÉRENTES PROBLÉMATIQUES ET ALIMENTER LA RÉFLEXION SUR DES MESURES DE MITIGATION LOCALES OU L'IMPLANTATION DE MESURES À PLUS GRANDE ÉCHELLE.</p> <p>MESURER, DANS LE TEMPS, L'ÉVOLUTION DE CES PROBLÉMATIQUES ET L'EFFICIENCE DE MESURES DE MITIGATION</p>	SUZANNE ARPIN	1
CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE, LES IMPACTS DES DISCRIMINATIONS ET DES DIFFÉRENTES FORMES D'EXCLUSION, DE DÉVALORISATION ET D'INFÉRIORISATION DE CES PERSONNES, AINSI QUE LES MOYENS DE LES CONTRER EFFICACEMENT	SAMUEL BLOUIN	3
COMITÉ CONSULTATIF DU CENTRE DE RECHERCHE POUR L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (CRISPESH)	CONSEILLER ET ORIENTER L'ÉQUIPE DE DIRECTION DU CRISPESH SUR LES PROJETS EN COURS DE DÉVELOPPEMENT, DE FAÇON À S'ASSURER DE LEUR PERTINENCE SOCIALE ; AGIR À TITRE D'INTERMÉDIAIRES ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LE CRISPESH, EN PARTICULIER POUR : SUGGÉRER DES PARTENARIATS OU DES COLLABORATIONS ET ÉVENTUELLEMENT SOUTENIR LEUR MISE EN PLACE ; DE CONTRIBUER À LA RECONNAISSANCE DU CRISPESH DANS LA COMMUNAUTÉ ET LEURS MILIEUX ET À LA DIFFUSION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE, PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES, OUTILS DE TRANSFERT, ÉVÉNEMENTS, ETC.	DANIEL DUCHARME	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE CONCERTATION ET DE COORDINATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS RELATIVEMENT AUX SERVICES DE SURVEILLANCE DES ÉLÈVES HANDICAPÉS DE 12 À 21 ANS ET AUX CAMPS DE JOUR ET CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS (OPHQ)	TROUVER DES SOLUTIONS STRUCTURANTES ET PÉRENNES AFIN DE STABILISER LES ENJEUX DE MAIN-D'ŒUVRE VÉCUS ACTUELLEMENT AU SEIN DES SERVICES DE SURVEILLANCE ET DES DIVERS CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS ET AINSI ÉVITER DES BRIS DE SERVICES AUX JEUNES HANDICAPÉS ET À LEUR FAMILLE DUREMENT TOUCHÉE PAR LES FERMETURES DE SERVICES	DANIEL DUCHARME	5
TABLE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TCI-TET)	ASSURER LA COORDINATION DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES	MATHILDE VIAU-TASSÉ	4
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DROITS DE LA PERSONNE (MRIF)	DISCUTER DES ORIENTATIONS ET DES ACTIONS QUI DEVRONT ÊTRE MENÉES, AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS CE SECTEUR D'ACTIVITÉS	TIM SEAH	1
COMITÉ DE PARTENAIRES SUR L'EXPÉRIENCE DES ÉLÈVES NOIRS AU PRÉSCOLAIRE-PRIMAIRE : COMPRENDRE LES DYNAMIQUES DE RACISME ET DE CONSTITUTION PRÉCOCE DES INÉGALITÉS, ET SOUTENIR L'AGENTIVITÉ DES ACTEURS EN VUE DE LES NEUTRALISER (UQAM)	IDENTIFIER LES FORMES QUE REVÊT LE RACISME DANS L'EXPÉRIENCE DES ÉLÈVES NOIRS AU PRÉSCOLAIRE PRIMAIRE DANS DES ÉCOLES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES AU QUÉBEC ; DOCUMENTER LES STRATÉGIES ET RESSOURCES MOBILISÉES PAR LES ÉLÈVES, LES FAMILLES, LES MEMBRES DU PERSONNEL SCOLAIRE POUR FAIRE FACE À CES DYNAMIQUES ET SOUTENIR LE POUVOIR D'AGIR (EMPOWERMENT) DE CES ACTEURS (ÉLÈVES, PARENTS, MEMBRES DU PERSONNEL SCOLAIRE), EN CONTRIBUANT, AVEC EUX, À IDENTIFIER COMMENT LES STRATÉGIES ET LES PRATIQUES LES PLUS PORTEUSES PEUVENT ÊTRE RENFORCÉES, ÉTENDUES ET DIFFUSÉES AUPRÈS DES GROUPES CONCERNÉS.	AMINA TRIKI-YAMANI	1
COMITÉ POLITIQUES, RECHERCHE ET DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE	PARTAGER DES INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN COURS ET LES ENJEUX ÉMERGENTS	TIM SEAH	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) (UNIVERSITÉ LAVAL)	LA COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) VISE À STRUCTURER LA RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX POUR FAIRE ÉMERGER UN NOUVEAU PARADIGME EN DROITS DE LA PERSONNE. CE PARTENARIAT A POUR OBJECTIF DE PROPULSER LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DANS L'ÉCOSYSTÈME JURIDIQUE POUR ACCROÎTRE LEUR INTÉGRATION ET LEUR NORMALISATION DANS LES PRATIQUES DE DROITS DE LA PERSONNE.	EVELYNE PEDNEAULT	4
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL (VILLE DE MONTRÉAL)	PARTICIPER AUX TRAVAUX SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL	EVELYNE PEDNEAULT MATHIEU FORCIER	1
PARTENARIAT DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	DRESSER UN PORTRAIT QUANTITATIF ET QUALITATIF DES PARCOURS ET DES FORMES CONTEMPORAINES D'INCLUSION/EXCLUSION SOCIALE VÉCUS PAR DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANS ET QUEERS (LGBTQ) RÉSIDANT AU QUÉBEC ET RÉALISER UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES LES CONCERNANT	SAMUEL BLOUIN	2
PARTENARIAT DE RECHERCHE SUR LA CONSTRUCTION DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC	CE PROJET A POUR OBJECTIF GÉNÉRAL DE METTRE EN LUMIÈRE ET EN RELATION LES REPRÉSENTATIONS VÉHICULÉES PAR DES MÉDIAS D'INFORMATION, LES RESPONSABLES POLITIQUES, L'OPINION PUBLIQUE ET LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AFIN DE FAIRE ÉMERGER LES PERSPECTIVES, LES DISCOURS ET LES ARGUMENTAIRES À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC.	DANIEL DUCARME	2
PROJET DE RECHERCHE SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES OBSTÉTRICALES ET GYNÉCOLOGIQUES (AUDREY FERRON PARAYRE, UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	VÉRIFIER SI LES PATIENTES ET LE PERSONNEL SOIGNANT CONNAISSENT LES DROITS, SI LES PATIENTES ONT LA CAPACITÉ DE LES FAIRE VALOIR ET COMMENT EST-CE REÇU PAR LE PERSONNEL SOIGNANT LORSQU'ELLES LE FONT ET QUELS SONT LES OBSTACLES À L'EXERCICE DE RECOURS	MATHIEU FORCIER	1
PARTENARIAT DE RECHERCHE LEXIS (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	ÉTUDE DES CONDITIONS DE LA PARTICIPATION CITOYENNE À LA DÉFINITION DES LOIS	TIM SEAH	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COLLABORATION À UN PROJET DE RECHERCHE SUR LES OBSTACLES À LA PARTICIPATION SOCIALE ES PERSONNES LGBTQIA+ EN SITUATION DE HANDICAP (CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL, PROJET FINANCÉ PAR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ))	LA COLLABORATION DE LA COMMISSION À CE PROJET IMPLIQUE CE QUI SUIT : PARTICIPER À LA RENCONTRE DE DÉMARRAGE DU PROJET AVEC LES PARTENAIRES ; PARTICIPER DE FAÇON PONCTUELLE AUX RENCONTRES DU COMITÉ AVISEUR SUIVANT LES SUJETS ABORDÉS ET SES POSSIBILITÉS DE CONTRIBUER AUX DISCUSSIONS, ET CE EN FONCTION DE SA MISSION, DE SES TRAVAUX ET DE SES DISPONIBILITÉS ; PARTAGER AVEC L'ÉQUIPE DE RECHERCHE UNE LISTE DE SES PUBLICATIONS PERTINENTES EN LIEN AVEC LE SUJET.	SAMUEL BLOUIN DANIEL DUCHARME	1
CONSULTATION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ)	RÉFLEXIONS ET PERSPECTIVES SUR LA LOI ASSURANT L'EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES EN VUE DE LEUR INTÉGRATION SCOLAIRE, PROFESSIONNELLE ET SOCIALE	DANIEL DUCHARME M ^E KARINA MONTMINY	1
PARTENARIAT AVEC LE COMITÉ SOCLE- COLLECTIF QUÉBÉCOIS POUR LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE (CQPI), INITIATIVE JOIGNANT LES MILIEUX ASSOCIATIFS ET UNIVERSITAIRES DONT L'UNIVERSITÉ MC GILL	CETTE INITIATIVE EST COORDONNÉE PAR LE CQPI QUI EST LE FRUIT D'UNE COLLABORATION ENTRE LA MISSION OLD BREWERY ET L'UNIVERSITÉ MC GILL. ELLE A POUR BUT DE FORMULER ET DE PROMOUVOIR DES RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES ET DE RÉFORMES JURIDIQUES EN FAVEUR DE LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE AU QUÉBEC. LA CDPDJ PARTICIPE EN TANT QU'OBSERVATRICE AFIN DE PARTAGER SON EXPERTISE PARTICULIÈRE SUR LES DROITS ET LIBERTÉS PROTÉGÉS PAR LA CHARTE QUÉBÉCOISE, TOUT EN DEMEURANT INDÉPENDANTE, CONFORMÉMENT À SA MISSION.	JEAN-SÉBASTIEN IMBEAULT M ^E EVELYNE PEDNEAULT	7

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
PARTENARIAT AVEC L'OBSERVATOIRE DES COMMUNAUTÉS NOIRES DU QUÉBEC	LA COMMISSION CONTRIBUE AU PROJET DE RECHERCHE DE L'OBSERVATOIRE PORTANT SUR LE PORTRAIT DES JEUNES DES COMMUNAUTÉS NOIRES DU QUÉBEC DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ÉDUCATION, DE LA JUSTICE, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CULTURE. ELLE RÉVISE LES ÉCRITS DE L'OBSERVATOIRE SUR LES DEUX VOILETS, QUANTITATIF ET QUALITATIF, DE CETTE RECHERCHE. LA COMMISSION A ÉGALEMENT CONTRIBUÉ À LA PRODUCTION D'UN CAHIER DE L'OBSERVATOIRE DÉDIÉ AU PROFILAGE RACIAL ET QUI VISE À VULGARISER CE PHÉNOMÈNE.	EVELYNE PEDNEAULT AMINA TRIKI-YAMANI	4
PARTENARIAT DE RECHERCHE SUR LE CONTRÔLE DU TRAVAIL POLICIER (CRSH— UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	COLLABORER AU PROJET DE RECHERCHE CONDUIT À L'ÉCOLE DE CRIMINOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, FINANCÉ PAR LE CONSEIL DE RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES (CRSH), ET QUI PORTE SUR LA COMPRÉHENSION DU SYSTÈME DE GESTION DES DÉVIANCES POLICIÈRES AU QUÉBEC, LA COMMISSION A PLUS PARTICULIÈREMENT CONTRIBUÉ À DEUX VOILETS DE CE PROJET DE RECHERCHE, CE QUI A PERMIS À L'ÉQUIPE DE RECHERCHE : <ul style="list-style-type: none"> – DE DRESSER UN PORTRAIT DESCRIPTIF ET FACTUEL DES DOSSIERS DE PLAINTES DE LA CDPDJ QUI VISENT UN POLICIER OU UNE POLICIÈRE DANS LE CADRE DE SES FONCTIONS, DU 1ER JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2020 ; – DE MENER DES ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES VISANT À COMPRENDRE LES EXPÉRIENCES ET PERCEPTIONS DES ACTEURS QUI VIVENT UN PROCESSUS D'ENQUÊTE. 	MATHIEU FORCIER EVELYNE PEDNEAULT AMINA TRIKI-YAMANI	1
COMITÉ SCIENTIFIQUE DE LA JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR LES SOINS PALLIATIFS ET DE FIN DE VIE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES INAPTES À CONSENTIR À UN SOIN ORGANISÉ PAR L'ALLIANCE QUÉBÉCOISE DES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES (AQRIPH)	ACCOMPAGNER L'AQRIPH POUR L'ÉLABORATION DU CONTENU DE LA JOURNÉE DE RÉFLEXION.	SAMUEL BLOUIN	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPLOYEURS DES CÉGEPS, DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES	LES MEMBRES DU COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPLOYEURS SONT ISSUS DU MILIEU DE L'ÉDUCATION, SOIT DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES ET DES CÉGEPS RESPECTIVEMENT. IL SERT DE LIEU DE CONSULTATION, D'INFORMATION ET D'ÉCHANGES POUR MIEUX INFORMER LES ORGANISMES DES RÉSEAUX SUSMENTIONNÉS SUR LES ORIENTATIONS DE LA COMMISSION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PAÉE.	JEANNETTE MBENOUN	2
COMITÉ ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION SERVICES INCENDIES AU QUÉBEC	FAVORISER LA DIVERSITÉ DANS LES SERVICES D'INCENDIE	JEANNETTE MBENOUN	1
COMITÉ PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ POUR LES FEMMES	ÉLIMINER LA SOUS-REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRES ET CEUX DE LA HAUTE DIRECTION, LES EMPLOIS PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS MAJORITAIREMENT MASCULINS	JEANNETTE MBENOUN	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE DE L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2023-2028 (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE)	PROPOSER DES ACTIONS CONCRÈTES, OPPORTUNES ET CONCERTÉES FAVORISANT L'INCLUSION DES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE, INCLUANT LES PERSONNES INTERSEXES, ET DES MESURES POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION.	GERMAIN ROYER JULIE DUMONTIER	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL - PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2023-2028	COMITÉ DE SUIVI DES MESURES DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL COORDONNÉ PAR LE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT). LA COMMISSION POSSÈDE QUATRE MESURES DONT ELLE EST SOIT RESPONSABLE, SOIT COLLABORATRICE DANS LEUR RÉALISATION.	GERMAIN ROYER JULIE DUMONTIER	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMITÉ DIRECTEUR INTERINSTITUTIONNEL POUR LA PLANIFICATION D'UNE FORMATION SUR LE PROFILAGE RACIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS	<p>PLANIFIER ET ÉLABORER UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AU PERSONNEL DES ORGANISATIONS POLICIÈRES QUI PERMETTRAIT DE :</p> <p>RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES, NOTAMMENT PAR LA CDPDJ, LE GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME AINSI QU'AUX PRÉOCCUPATIONS SOULEVÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE</p> <p>ACTUALISER LA PRATIQUE ET LA PRESTATION DES SERVICES POLICIERS DANS LE CADRE D'UNE SOCIÉTÉ PLURIELLE ET EN CONSTANTE TRANSFORMATION</p> <p>PROMOUVOIR UN LIEN DE CONFIANCE ENTRE LES POLICIERS ET LES COMMUNAUTÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VICTIME DE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL</p>	GERMAIN ROYER	4
TABLE DE CONCERTATION SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) D'AGRICARRIÈRES	<p>LA TABLE DE CONCERTATION VISE À RÉPONDRE À CES OBJECTIFS :</p> <p>CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET LA PROMOTION DES CONDITIONS GLOBALES DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES ET DES EMPLOYEURS AGRICOLES</p> <p>OPTIMISER LA COHÉRENCE ET L'EFFICIENCE DES SERVICES ET DES CONTRÔLES</p> <p>ÉTABLIR DE MEILLEURES COMMUNICATIONS ENTRE TOUS LES INTERVENANTS</p> <p>ASSURER UNE ACTUALISATION CONSTANTE DES PROGRAMMES SELON LES ENJEUX</p> <p>ÊTRE PROACTIF DANS LA RÉFLEXION DE SOLUTIONS PERTINENTES ET CONCRÈTES</p>	SIMON CÔTÉ-DESJARDINS CATHERINE VERMETTE	2
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (GT – TCI-TET)	<p>COMITÉ PERMANENT QUI SERA MOBILISÉ LORSQUE DES SITUATIONS QUI PRÉSENTENT DES RISQUES GRAVES ET IMMÉDIATS POUVANT COMPROMETTRE L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES ET QUI DÉPASSENT SON CADRE D'INTERVENTION.</p> <p>LE COMITÉ A POUR OBJECTIF DE FACILITER LA PRISE EN CHARGE RAPIDE DES CAS QUI REQUIÈRENT DES ACTIONS IMMÉDIATES ET CONCERTÉES DE LA PART DE PLUSIEURS MINISTÈRES OU ORGANISMES ET EN CONCORDANCE AVEC LES PROCESSUS DE SIGNALEMENT DÉJÀ ÉTABLIS DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ.</p>	SIMON CÔTÉ-DESJARDINS	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COALITION CONTRE LA HAINE	TABLE DE CONCERTATION MULTISECTORIELLE QUI RÉUNIT DES ORGANISMES PRÉOCCUPÉS PAR LES ENJEUX ENTOURANT LA HAINE AU QUÉBEC ET QUI PROVIENNENT DE MILIEUX DIVERS : COMMUNAUTAIRE, SECTEURS DE LA JUSTICE, SÉCURITÉ PUBLIQUE, SANTÉ, SERVICES SOCIAUX, SECTEUR PRIVÉ, ETC.	SABINE MONPIERRE	5
GROUPE DE RECHERCHE EN INTERCULTURELLE	LE GROUPE DE RECHERCHE A POUR OBJECTIF DE: OFFRIR DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE FORMATION EN INTERCULTUREL CERNER LES ENJEUX ÉTHIQUES PAR RAPPORT À LA FORMATION ET SUR L'AUTORÉFLEXIVITÉ OUTILLER LES FORMATEURS EN INTERCULTUREL OFFRIR DES OUTILS POUR ÉVALUER L'IMPACT DES FORMATIONS DIRIGER LES FORMATEURS ET FUTURS FORMATEURS DANS LA MISE EN PLACE D'UNE FORMATION ÉQUILIBRÉE	SABINE MONPIERRE	5
COMITÉ DE TRAVAIL FORMATION PROFILAGE RACIAL	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL AYANT POUR MANDAT D'ÉTABLIR LES OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES, LA MATRICE, LE CONCEPT ET LE CONTENU D'UNE FORMATION DE 10 HEURES SUR LE PROFILAGE RACIAL	GERMAIN ROYER	22
COMITÉ DES RELATIONS ENTRE INSPECTEURS ET CITOYENS-SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES RESPONSABLES DE LA STM SUR LES BESOINS ET LES PRÉOCCUPATIONS DE LA COLLECTIVITÉ, PARTICULIÈREMENT LES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS/ENRICHIR LA PRISE DE DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA) ET DES DIRECTIONS CONCERNÉES SUR LES DOSSIERS ET LES QUESTIONS EN LIEN AVEC LES INSPECTEURS, LEUR RÔLE, LEUR SERVICE ET LEUR RAPPORT AVEC LA COMMUNAUTÉ.	MARIE-IRIS LÉGARÉ	3
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2022-2027	ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL	CATHERINE VERMETTE	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – CENTRE DU QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES - LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – GASPÉSIE-ESTRIE – CAPITALE NATIONALE – LAVAL-SAGUENAY LAC ST-JEAN	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6 (LOI VISANT À LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS ET TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ).	CATHERINE VERMETTE, GERMAIN ROYER	20
COMITÉ DE TRAVAIL POUR L'ADAPTATION DE MYTHES ET RÉALITÉ SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES	ADAPTER L'OUVRAGE MYTHES ET RÉALITÉS POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES EN PLATEFORME WEB INTERACTIVE. (SIÈGENT SUR CE COMITÉ, L'INSTITUT THSAKAPESH, UNE PROFESSEURE DE L'UQAT, DES REPRÉSENTANTS DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET UNE FIRME EXTERNE EN DESIGN INTERACTIF.)	SÉBASTIEN OTIS	7
COMITÉ DE RÉFLEXION SUR LA CERTIFICATION DES CHIENS D'ASSISTANCE	PILOTÉ PAR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ). CE COMITÉ CONSISTE À PRÉPARER UN DOCUMENT D'ÉTUDE SUR LA CERTIFICATION DES CHIENS-GUIDES ET D'ASSISTANCE POUR LE QUÉBEC.	MAKRAM TAHARI MARIE-IRIS LÉGARÉ	8
TABLE DE CONCERTATION SUR LES RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS (MIFI)	PROMOUVOIR LES DROITS DES RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS NOTAMMENT EN MILIEU DE TRAVAIL. CONTRIBUER À L'OFFRE DE FORMATION SUR LE RACISME EN EMPLOI ET À LA RÉDACTION D'UN GUIDE SUR L'INCLUSION EN MILIEU DE TRAVAIL.	MAKRAM TAHARI	6
COMITÉ CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS DE L'INSTANCE DE CONCERTATION EN IMMIGRATION DE SHERBROOKE	PRODUIRE ET PARTAGER LA RECHERCHE ET LA DOCUMENTATION EN LIEN AVEC LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS. INFORMER LES INSTITUTIONS (EN SANTÉ, ÉDUCATION, EMPLOYABILITÉ ET LOGEMENT), ET NOTAMMENT LA VILLE DE SHERBROOKE, SUR LES ENJEUX EN LIEN AVEC LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS POUR INFLUENCER LEURS ACTIONS ET LEURS DÉCISIONS. CONTRIBUER À LA MISE EN PLACE D' ACTIONS EN LIEN AVEC LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS DANS LES INSTITUTIONS.	VALÉRIE TOUPIN DELAFONTAINE	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
TABLE RÉGIONALE MALTRAITANCE AÎNÉES SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	FAVORISER LA CIRCULATION D'INFORMATION SUR LA LOI DE LA LUTTE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS ET TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ; PROMOUVOIR LES PRATIQUES BIENTRAITANTES; ÉCHANGER AVEC DE NOS PARTENAIRES SUR NOS RÉUSSITES ET NOS BESOINS;	JEANNIE TREMBLAY	3

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question 11

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2024-2025:

- A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES ;
 - B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES ;
 - C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER ;
 - D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE ;
- LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE LA CAMPAGNE	Coûts	NOM DE LA FIRME	DIFFUSION	OBJECTIF VISÉ
« CROIS EN MON TALENT, PAS AUX PRÉJUGÉS »	37 258 \$ (+ 8 985 \$ PAYÉ LE 27-03-2024 DONC ANNÉE PRÉCÉDENTE)	CONCEPTION ET PLACEMENTS MÉDIA FAITS À L'INTERNE RÉALISATION DES VIDÉOS : COMME DES FILLES PRODUCTION DIFFUSION ARÉNAS ET COMPLEXES SPORTIFS PAR SPORTS MÉDIAS MARKETING IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE POUR L'IMPRESSION DES AFFICHES CARINE JOBART POUR L'ADAPTATION GRAPHIQUE EN AFFICHE	DU 17 JUIN AU 1ER OCTOBRE 2024 SUR LES RÉSEAUX TIKTOK ET YOUTUBE DE MANIÈRE PAYANTE ET SUR FACEBOOK ET LINKEDIN EN ORGANIQUE DANS 37 ARÉNAS ET COMPLEXES SPORTIFS EN VIDÉO DU 05-09-2024 AU 05-12-2025 48 AFFICHES DANS 12 CENTRES SPORTIFS ET ARÉNAS DU 25-11-2024 AU 30-03-2025 ENVOIS DE L’AFFICHE À PLUSIEURS FÉDÉRATIONS SPORTIVES 24-10-2024	L’OBJECTIF PRINCIPAL DE LA CAMPAGNE EST DE LUTTER CONTRE LE RACISME DANS LE SPORT EN SENSIBILISANT LES JEUNES ATHLÈTES ET LES PERSONNES QUI LES ENTOURENT TOUT EN ENCOURAGEANT UN CHANGEMENT DE CULTURE AU SEIN DES MILIEUX SPORTIFS. PLUS SPÉCIFIQUEMENT : DONNER LA PAROLE AUX VICTIMES : VALORISER LEURS TÉMOIGNAGES ET EXPÉRIENCES POUR METTRE EN LUMIÈRE L’AMPLEUR DU PROBLÈME ET BRISER LE SILENCE. ENCOURAGER LA SOLIDARITÉ : ENCOURAGER LES JEUNES VICTIMES ET LES TÉMOINS DE RACISME DANS LE SPORT À ADOPTER UNE ATTITUDE ACTIVE ET À DÉNONCER LES ÉPISODES DE RACISME. MOBILISER ET SENSIBILISER LES JEUNES, LEURS PARENTS, ENTRAÎNEURS ET SUPPORTEURS POUR CRÉER UN ENVIRONNEMENT EXEMPT DE RACISME.
PROMOTION DE L’ESPACE WEB DE MYTHES ET RÉALITÉ	2 384 \$	PLACEMENT MÉDIA COORDONNÉ À L'INTERNE ET CONCEPTION DU VISUEL PAR LE PARTENAIRE DU PROJET ICIMÉDIAS INC. POUR ÉCHO DE LA TUQUE ÉDITION NORDIQUES POUR LES HEBDOS LE NORD-COTIER, LE HAUTE-COTE-NORD LE MANIC	UNE PUBLICITÉ DANS LES JOURNAUX HEBDOMADAIRES DU 19/06/2024	LA PLATEFORME WEB MYTHES ET RÉALITÉ EST TIRÉE DE LA PUBLICATION DU MÊME NOM. ELLE VISE À RÉPONDRE AU GRAND BESOIN DE PROJETS ET D’INITIATIVES FAVORISANT UN RAPPROCHEMENT ENTRE LES AUTOCHTONES ET LES NON-AUTOCHTONES. SOURCE D’INFORMATION FIABLE, ELLE FAVORISE LE RAPPROCHEMENT ET LE DIALOGUE, POUR PARVENIR À UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION MUTUELLE. LE SITE REND ENCORE PLUS

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS	NOM DE LA FIRME	DIFFUSION	OBJECTIF VISÉ
				ACCESSIBLE LA VERSION IMPRIMÉE DE L'OUVRAGE.
PROJET CURIUM, PROMOUVOIR LES DROITS AUPRÈS DES JEUNES	9 744\$	CARINE JOBART POUR LA CONCEPTION GRAPHIQUE BLD PUBLICATIONS POUR LE MAGAZINE CURIUM	Mai 2024 Août 2024 Décembre 2024	PROJET DE PUBLIREPORTAGES SOUS FORME D'INFOGRAPHIE VISANT À MIEUX FAIRE CONNAÎTRE ET COMPRENDRE CERTAINS DROITS DE LA CHARTE AUX JEUNES DU QUÉBEC.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question **15**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2024-2025:

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION ;
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES ;
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question 55

LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2024-2025 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL ;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION ;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT RÉALISÉ JUSQU'À MAINTENANT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2025-2026 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFÉ ;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT ;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE 800, SQUARE VICTORIA, #720 C.P. 156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	300 \$/H	AVRIL 2024 À JANVIER 2025	SERVICES-CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL	25 982 \$
Noël et Associés S.E.N.C.R.L. 111, rue Champlain Gatineau, QC, J8X 3R1	300 \$/H	AVRIL 2024 À NOVEMBRE 2024	CORRESPONDANT DE LA COMMISSION DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA	6 287 \$
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. 4, PLACE VILLE- MARIE, BUREAU 600, MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300 \$/H	AOÛT 2024 À JANVIER 2025	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION	19 176 \$
TOTAL DES HONORAIRES				51 445 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers_PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question **106**

STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2024-2025. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE/ BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	NP/NA*	TOTAL 2024-2025 31 JANVIER	TOTAL 2023-2024 29 FÉVRIER
ÂGE	46	15	15	4	2		82	80
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	54	1	1		1		57	50
CONDITIONS SOCIALES	10	27	11	3	9		60	51
CONVICTIONS POLITIQUES	6		4	4	2		16	6
ÉTAT CIVIL	11	8	4	1	3		27	29
EXPLOITATION	1	2	3		455	2	463	391
GROSSESSE	32	1	3	1			37	36
HANDICAP	175	31	109	107	17		439	376
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	13	2	9			1	25	22
LANGUE	19	2	6		3		30	33
ORIENTATION SEXUELLE	10	3	5	3	6		27	22
RACE / COULEUR /ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	121	35	91	28	103	2	380	310
RELIGION	15	1	4	1	9		30	24
SEXE	43	3	12	4	5		67	51
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	11	3	3	3	4	751	775	588
TOTAL	567	134	280	159	619	756	2515	2069
% 2024-2025	23%	5%	11%	6%	25%	30%	100%	100%
% 2023-2024	23%	4%	15%	5%	25%	28%	100%	100%

*LE MOTIF ET LE SECTEUR N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS.

ON CONSTATE UNE AUGMENTATION DE 22% DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN COMPARAISON À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE NOMBRE PASSANT DE 2069 À 2515.

À NOUVEAU CETTE ANNÉE, ON ENREGISTRE UNE AUGMENTATION DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS EN MATIÈRE D'EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES, AVEC 18% DE PLUS QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LES 3 MOTIFS PRÉDOMINANTS DANS LES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DONT LE MOTIF EST PRÉCISÉ SONT: LES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS EN EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES (27%), LE HANDICAP (25%) ET RACE/COULEUR/ ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE (22%). LE SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE QUANT À LUI 23% DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET REPRÉSENTE 33% SUR LES PLAINTES CATÉGORISÉES.

L'AUGMENTATION DES PLAINTES SE SITUE PRINCIPALEMENT DANS LES SECTEURS DES ACCÈS AUX TRANSPORTS ET AUX LIEUX PUBLICS AVEC UNE AUGMENTATION DE 66% COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, ET LE SECTEUR DU LOGEMENT AVEC UNE AUGMENTATION DE 54%.

DANS LE PREMIER SECTEUR, C'EST LE MOTIF DU HANDICAP, OU MOYEN POUR PALLIER LE HANDICAP QUI TIENS LA PLUS GRANDE PROPORTION AVEC 67%. DANS LE SECOND, CE SONT LES MOTIFS LIÉS AU RACISME (RACE/COULEUR/ORIGINE) ET LE MOTIF DU HANDICAP QUI REPRÉSENTENT 26% ET 23% RESPECTIVEMENT.

PLAINTES CHARTE ET DÉNONCIATIONS PAR RÉGION

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2024-2025 31 JANVIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	26
BAS-SAINT-LAURENT	24
CAPITALE NATIONALE	123
CENTRE-DU-QUÉBEC	41
CHAUDIÈRE-APPALACHES	53
CÔTE-NORD	13
ESTRIE	97
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	24
LANAUDIÈRE	92
LAURENTIDES	123
LAVAL	117
MAURICIE	53
MONTÉRÉGIE	280
MONTRÉAL	672
NORD-DU-QUÉBEC	5
OUTAOUAIS	81
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	37
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	654
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	2515

* LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2024-2025 31 JANVIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11
BAS-SAINT-LAURENT	16
CAPITALE NATIONALE	66
CENTRE-DU-QUÉBEC	23
CHAUDIÈRE-APPALACHES	29
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	62
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12
LANAUDIÈRE	58
LAURENTIDES	76
LAVAL	67
MAURICIE	27
MONTÉRÉGIE	164
MONTRÉAL	307
NORD-DU-QUÉBEC	3
OUTAOUAIS	41
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	17
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	34
TOTAL DOSSIERS OUVERTS	1015

* LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2024-2025 31 JANVIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30
BAS-SAINT-LAURENT	26
CAPITALE NATIONALE	164
CENTRE-DU-QUÉBEC	45
CHAUDIÈRE-APPALACHES	60
CÔTE-NORD	10
ESTRIE	103
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	27
LANAUDIÈRE	108
LAURENTIDES	150
LAVAL	125
MAURICIE	54
MONTÉRÉGIE	320
MONTRÉAL	753
NORD-DU-QUÉBEC	6
OUTAOUAIS	87
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	46
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	331
TOTAL DOSSIERS FERMÉS	2445

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

AUGMENTATION DE 23% DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2024-2025 31 JANVIER
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	29
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	5
TOTAL	34

LA COMMISSION TRAITÉ DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES, SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D'UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU À LA SUITE D'UNE DÉNONCIATION FAITES PAR UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L'ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A REÇU 463 DEMANDES D'ENQUÊTE VISANT UNE POSSIBLE SITUATION D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES. DE CE NOMBRE, ELLE A OUVERT 34 ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, SOIT UNE AUGMENTATION DE 100% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. À CELA S'AJOUTE 21 ENQUÊTES OUVERTES À LA SUITE DE LA RÉCEPTION D'UNE PLAINTÉ POUR CE MÊME MOTIF.

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D'INSTANCE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 31 JANVIER 2025 EST DE 31. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 55 ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2024 AU 31 JANVIER 2025.

NOMBRE DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2024-2025 31 JANVIER
ÂGE	1
EXPLOITATION PERSONNES ÂGÉES	1
GROSSESSE	2
HANDICAP	202
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	2
LANGUE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	3
RELIGION	3
SEXE	1
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS	8
TOTAL	223

AU 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A REÇU 223 PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE, SOIT 39% DE PLUS QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers_PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question 107

CONCERNANT LES PLAINTES DÉPOSÉES POUR DISCRIMINATION OU VIOLENCE FONDÉE SUR L'ORIENTATION SEXUELLE OU L'IDENTITÉ DE GENRE EN 2023-2024 ET 2024-2025, VEUILLEZ NOUS FOURNIR:

A. LA LISTE DES ENQUÊTES OUVERTES;
 B. LA LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS PAR LES ENQUÊTES;
 C. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ;
 D. LA LISTE DES RECOMMANDATIONS PRODUITES;
 E. LA LISTE DES SANCTIONS APPLIQUÉES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES

NOMBRE DE PLAINTES EN DISCRIMINATION ET/OU HARCÈLEMENT DISCRIMINATOIRE POUR LES MOTIFS ORIENTATION SEXUELLE OU IDENTITÉ DE GENRE

	2024-2025 01-04-2024 AU 31-01-2025
PLAINTES MOTIF ORIENTATION SEXUELLE	27
PLAINTES MOTIF IDENTITÉ OU EXPRESSION DE GENRE	25
TOTAL	52

A. NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES

	2024-2025 01-04-2024 AU 31-01-2025	
	NOMBRE D'ENQUÊTES	VISANT DES MINISTÈRES ET ORGANISMES
MOTIF ORIENTATION SEXUELLE	13	0
MOTIF IDENTITÉ OU EXPRESSION DE GENRE	14	5
TOTAL	27	5

B. LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS PAR UNE ENQUÊTE DANS CES DOSSIERS :

- MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
- MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
- SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC (SAAQ)
- RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC (RAMQ)

C. PLAINTES TRAITÉES ET DÉLAI MOYEN

	2024-2025 01-04-2024 AU 31-01-2025	
	PLAINTES TRAITÉES ET TERMINÉES	DÉLAI MOYEN (JOURS)
MOTIF ORIENTATION SEXUELLE	37	206
MOTIF IDENTITÉ OU EXPRESSION DE GENRE	35	239
TOTAL	72	222

	2024-2025 01-04-2024 AU 31-01-2025	
	MOTIF ORIENTATION SEXUELLE	MOTIF IDENTITÉ OU EXPRESSION DE GENRE
FERMETURE ADMINISTRATIVE	30	25
FERMETURE AUTRE RECOURS	2	0
PREUVE RECUEILLIE INSUFFISANTE	5	6
PREUVE SUFFISANTE	0	1
RÈGLEMENT	0	3
TOTAL	37	35

LES MOTIFS DE FERMETURE ADMINISTRATIVE SONT DES DOSSIERS HORS COMPÉTENCE, HORS JURIDICTION OU PARCE QUE LA PERSONNE PLAIGNANTE NE COMMUNIQUE PLUS, NE COLLABORE PAS, SE DÉSISTE, ETC.

D. LES RÈGLEMENTS ÉTANT CONFIDENTIELS, IL N'EST PAS POSSIBLE DE PARTAGER LES MODALITÉS INTERVENUES DANS LE CADRE DE CES ENTENTES.

E. LA COMMISSION REND DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES, NON PUBLIQUES. APRÈS ENQUÊTE, SI ELLE ESTIME LA PREUVE SUFFISANTE, ELLE PEUT PROPOSER DES MESURES À UN MIS EN CAUSE POUR CORRIGER UNE SITUATION ET EN PRÉVENIR LA RÉCURRENCE, AINSI QUE DES DOMMAGES MATÉRIELS, MORAUX ET/OU PUNITIFS À LA VICTIME. CHAQUE CAS FAIT L'OBJET D'UNE ANALYSE DISTINCTE, EN FONCTION NOTAMMENT DU PRÉJUDICE DE LA VICTIME. LA COMMISSION N'IMPOSE PAS DE SANCTION. SI SA DÉCISION N'EST PAS MISE EN ŒUVRE À SA SATISFACTION, ELLE PEUT INTENTER UN RECOURS DEVANT UN TRIBUNAL.

Question **108**

CONCERNANT LES PLAINTES DÉPOSÉES POUR RACISME EN 2023-2024 ET 2024-2025, VEUILLEZ NOUS FOURNIR:

- A. LA LISTE DES ENQUÊTES OUVERTES;
- B. LA LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS PAR LES ENQUÊTES;
- C. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ;
- D. LA LISTE DES RECOMMANDATIONS PRODUITES;
- E. LA LISTE DES SANCTIONS APPLIQUÉES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES

NOMBRE DE PLAINTES EN DISCRIMINATION ET/OU HARCÈLEMENT DISCRIMINATOIRE POUR LES MOTIFS LIÉS AU RACISME

	2024-2025 01-04-2024 AU 31-01-2025
NOMBRE DE PLAINTES MOTIFS « RACE », COULEUR, ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	380

A. NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES

2024-2025 01-04-2024 AU 31-01-2025	
NOMBRE D'ENQUÊTES	VISANT DES MINISTÈRES ET ORGANISMES
201	6

B. LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS PAR UNE ENQUÊTE DANS CES DOSSIERS :

- SURETÉ DU QUÉBEC
- MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

C. PLAINTES TRAITÉES ET DÉLAI MOYEN

2024-2025 01-04-2024 AU 31-01-2025	
PLAINTES TRAITÉES ET TERMINÉES	DÉLAI MOYEN (JOURS)
484	286

	2024-2025 01-04-2024 AU 31-01-2025
FERMETURE ADMINISTRATIVE	370
FERMETURE AUTRE RECOURS	20
PREUVE RECUEILLIE INSUFFISANTE	60
PREUVE SUFFISANTE – ART. 84	2
RÈGLEMENT	30
INOCCASIONNITÉ DE POURSUIVRE L'ENQUÊTE	1
JUGEMENT	1
TOTAL	484

LES MOTIFS DE FERMETURE ADMINISTRATIVE SONT DES DOSSIERS HORS COMPÉTENCE, HORS JURISDICTION OU PARCE QUE LA PERSONNE PLAIGNANTE NE COMMUNIQUE PLUS, NE COLLABORE PAS, SE DÉSISTE, ETC.

- D.** LES RÈGLEMENTS ÉTANT CONFIDENTIELS, IL N'EST PAS POSSIBLE DE PARTAGER LES MODALITÉS INTERVENUES DANS LE CADRE DE CES ENTENTES.
- E.** LA COMMISSION REND DES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES, NON PUBLIQUES. APRÈS ENQUÊTE, SI ELLE ESTIME LA PREUVE SUFFISANTE, ELLE PEUT PROPOSER DES MESURES À UN MIS EN CAUSE POUR CORRIGER UNE SITUATION ET EN PRÉVENIR LA RÉCURRENCE, AINSI QUE DES DOMMAGES MATÉRIELS, MORAUX ET/OU PUNITIFS À LA VICTIME. CHAQUE CAS FAIT L'OBJET D'UNE ANALYSE DISTINCTE, EN FONCTION NOTAMMENT DU PRÉJUDICE DE LA VICTIME. LA COMMISSION N'IMPOSE PAS DE SANCTION. SI SA DÉCISION N'EST PAS MISE-EN-ŒUVRE À SA SATISFACTION, ELLE PEUT INTENTER UN RECOURS DEVANT UN TRIBUNAL.

Question **109**

LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2024-2025, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

1. SUIVI EN COURS
2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

MÉMOIRE AU COMITÉ DE SAGES SUR L'IDENTITÉ DE GENRE DEMANDE ENVOI LE 20 JUIN 2024 MINISTÈRE DE LA FAMILLE	1
BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PORTANT SUR LES SERVICES DE PROTECTION DE LA JEUNESSE AU NUNAVIK INITIATIVE ENVOI LE 14 MAI 2024 MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTÈRE DE LA JUSTICE RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA CENTRE DE SANTÉ INUUL COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK ILISARNILIRINIQ OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION KATIVIK L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	1
MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI NO 56, <i>LOI PORTANT SUR LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE ET INSTITUANT LE RÉGIME D'UNION PARENTALE</i> INITIATIVE ENVOI LE 17 MAI 2024 MÉMOIRE A LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	2
LETTRÉ AYANT POUR OBJET LE PROJET DE REGLEMENT MODIFIANT LE REGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES INITIATIVE ENVOI LE 9 AOUT 2024 MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	2
LETTRÉ AYANT POUR OBJET L'ADAPTATION DES SERVICES ÉDUCATIFS DANS LES PROGRAMMES DE FORMATION AXÉE SUR L'EMPLOI (FPT-FMSS) INITIATIVE ENVOI LE 7 OCTOBRE 2024 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	2
LETTRÉ AYANT POUR OBJET LES COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS SUR LE PROJET DE LOI N° 71, <i>LOI VISANT À AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES ET À SIMPLIFIER LE RÉGIME D'ASSISTANCE SOCIALE</i> INITIATIVE ENVOI LE 15 OCTOBRE 2024 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	3
LETTRÉ AYANT POUR OBJET LES COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE LOI N° 74, <i>LOI VISANT PRINCIPALEMENT À AMÉLIORER L'ENCADREMENT RELATIF AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS</i> INITIATIVE ENVOI LE 15 NOVEMBRE 2024 MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION	3
MÉMOIRE AU MINISTÈRE DE LA FAMILLE PORTANT SUR LES CONSULTATIONS - ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION ET LA CYBERINTIMIDATION DEMANDE ENVOI LE 29 NOVEMBRE 2024 MINISTÈRE DE LA FAMILLE PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE	1

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS :

	RÉMUNÉRATION		FONCTIONNEMENT
	PROFESSIONNELS	EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU	
NOMBRE ETC UTILISÉS	1	0,123	
ETC TOTAL DES EFFECTIFS RECHERCHE	10	3	
POURCENTAGE	11 %	4,1 %	
RÉMUNÉRATION RCH COMPLÈTE	911 658 \$	130 626 \$	*
RÉMUNÉRATION (SELON NOMBRE ETC...)	100 315 \$	5399 \$	
RÉMUNÉRATION TOTALE CDPDJ	15 540 323 \$	15 540 323	*
POURCENTAGE	0,6 %	0 %	
FRAIS DE DÉPLACEMENT			1 469.\$
FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ			79 129 \$
POURCENTAGE			1,9 %
TOTAL DES DÉPENSES RCH (UTILISÉ)			107 183 \$
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ			18 496 870 \$
POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL CDPDJ			0,6 %

* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR

Question **110**

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	7559
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	472
SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET DE LA PROMOTION DES DROITS*	164
TOTAL	8195

*CE CHIFFRE CORRESPOND À LA DONNÉE INTITULÉE « DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE » POUR L'ANNÉE 2023-2024. DÙ À UN CHANGEMENT DE SYSTÈME, CETTE DONNÉE N'EST PLUS DISPONIBLE.

1. LES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS EN CHARTE

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES ET DÉNONCIATIONS CHARTE	2515

CONCERNE LES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES AFIN D'EN DÉTERMINER LA RECEVABILITÉ.

ON CONSTATE POUR UNE TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE UNE AUGMENTATION DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION, AVEC UNE HAUSSE DE 22% COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, POUR LA PÉRIODE DU 01 AVRIL 2024 AU 31 JANVIER 2025.

2. DOSSIERS OUVERTS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS	1015

UNE FOIS L'ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ COMPLÉTÉE, LES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE OU D'UNE INTERVENTION EN PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION. LES DONNÉES, AU 31 JANVIER 2025 INDIQUE UNE DIFFÉRENCE DE 10 DOSSIERS DE MOINS COMPARATIVEMENT À LA PÉRIODE PRÉCÉDENTE ALLANT JUSQU'AU 29 FÉVRIER 2024.

À NOTER QUE LES DOSSIERS OUVERTS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS REÇUES DURANT LA MÊME ANNÉE DE RÉFÉRENCE.

3. DOSSIERS FERMÉS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS	2445

CONCERNE LE TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES ET NON SEULEMENT DES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D'UNE DÉCISION.

AU 31 JANVIER 2025, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2024-2025 EN COURS, A AUGMENTÉ DE 23%.

4. LES DÉLAIS

SANS JUDICIARISATION	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT (EN JOURS) TOUTES PLAINTES	213
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTES (EN JOURS)	403

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT À PARTIR DE TOUS LES DOSSIERS DE PLAINTES ET DÉNONCIATIONS TRAITÉS ET FINALISÉS PENDANT LA PÉRIODE VISÉE, DE LA DATE DE RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ OU DE LA DÉNONCIATION JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER EST FERMÉ.

SONT EXCLUS DU CALCUL LES DOSSIERS ÉTANT PASSÉ PAR L'ÉTAPE DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER PUISQUE LE CONTRÔLE DU DOSSIER N'EST PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION, UNE FOIS LA DÉCISION RENDUE.

LES DÉLAIS DE TRAITEMENT ONT DIMINUÉ PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, ET CE MALGRÉ L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE PLAINTES ET DE DÉNONCIATIONS. EN EFFET, LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS POUR L'ENSEMBLE DES PLAINTES A DIMINUÉ DE 42 JOURS CALENDRIER ET CELUI DES DOSSIERS D'ENQUÊTE A DIMINUÉ DE 81 JOURS CALENDRIER.

Question **111**

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2024, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CEDRICO INC.
MÉDISOLUTION (2009) INC.
PG SOLUTIONS INC.

TOTAL : 3

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CHARL-POL INC.
FERNAND GILBERT LTÉE
INTER-CITÉ CONSTRUCTION LTÉE
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN
STAS INC.
TRANSPORT DOUCET ET FILS MISTASSINI INC.
TRANSPORT F. GILBERT LTÉE

TOTAL : 7

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

9484-0857 QUÉBEC INC.
ALITHYA CANADA INC.
ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.
BENEVA INC.
BÉTON PROVINCIAL LTÉE
BRANDT TRACTOR LTD.
CAIN LAMARRE, S.E.N.C.R.L.
CAN-EXPLORE INC.
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
CONSTRUCTION ET PAVAGE PORTNEUF INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
CPU SERVICE D'ORDINATEUR INC.
DESCHAMPS IMPRESSION INC.
DUVALTEX (CANADA) INC.
ENGLOBE CORP.
EUROFINS ENVIRONEX
EXFO INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
IA GROUPE FINANCIER
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
ITI INC.
ITI PLACEMENT RESSOURCES INC.
JULIEN INC.
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.
LAROCHELLE GROUPE CONSEIL INC.
LES ENTREPRISES JACQUES DUFOUR & FILS INC.
LES SERVICES CONSEILS SYSTEMATIX INC.
LES SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC.
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MARKETING LÉGER INC.
MCKINNON
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE
MICROSOFT CANADA INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NCR CANADA LTÉE
NORDA STELO INC.
PROCOM QUÉBEC INC.
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON
SOLOTECH INC.
SOLUTIONS PETAL INC.
TECHNOCONSEIL (TC) INC.
TRANSITIONS SERVICES CONSEILS INC.
VILLAGE VACANCES VALCARTIER

TOTAL : 44

RA04 : MAURICIE

9066-7353 QUÉBEC INC.
CANADEL INC.
CONCEPT ÉCO-PLEIN-AIR LE BALUCHON INC.
CONSTRUCTION ET PAVAGE BOISVERT INC.
DUCHESNE & FILS LTÉE
ELLIPSE ASSURANCES
PLURITEC LTÉE
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.
SERVICES MÉNAGERS TRIFLUVIENS INC.
SIGNALÉTIK INC.
TROIS-RIVIÈRES LOCATION INC.

TOTAL : 11**RA05 : ESTRIE**

9477-7604 QUÉBEC INC.
FROMAGES LA CHAUDIÈRE INC.
L. P. ROYER INC.
LES PLACEMENTS MICHEL MAYRAND INC.
SIGNALISATION DES CANTONS INC.

TOTAL : 5**RA06 : MONTRÉAL**

9312-5581 QUÉBEC INC.
ACCENTURE INC.
ACCEO SOLUTIONS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
AINSWORTH INC.
ARCHITECTURE EVOQ INC.
ARTELIA CANADA INC.
ASTEK CANADA INC.
ATKINSRÉALIS CANADA INC.
BDO CANADA S.R.L./S.E.N.C.R.L.
BITUMAR INC.
CENTRE INVESTIGATION & SÉCURITÉ CANADA INC.
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
COFOMO INC.
COMPUGEN INC.
DELOITTE INC.
DOMTAR INC.
ÉNERGIR S.E.C.
EQUIFAX CANADA Co.
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ERNST & YOUNG S.R.L./S.E.N.C.R.L.
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L.
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GOODWILL RENAISSANCE QUÉBEC
GROUPE COLAS QUÉBEC INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
IBM CANADA LIMITÉE
INSO
KPMG
LA CIE ÉLECTRIQUE BRITTON LTÉE
LACTALIS CANADA INC.
LAVERY, DE BILLY, SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
LES YMCA DU QUÉBEC
LGI SOLUTIONS SANTÉ INC.
MARSH CANADA LIMITÉE
MEDFAR INTERNATIONAL INC.
MEDTRONIC CANADA ULC
MERCK CANADA INC.
MICHAEL ROSSY LTÉE
MOORE CANADA CORPORATION
MPB COMMUNICATIONS INC.
NORMANDIN BEAUDRY, ACTUAIRES CONSEIL INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
QUÉBÉCOR MÉDIA INC.
RAYMOND CHABOT GRANT THORTON & CIE S.E.N.C.R.L.
RAYMOND LANCTÔT LTÉE
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SGS CANADA INC.
SID LEE INC.

SIGNALISATION GARDAWORLD S.E.N.C.
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC.
SOFTCHOICE LP
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSTRA CANADA INC.
TELUS HEALTH CANADA LTD
TETRA TECH QI INC.
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
WSP CANADA INC.
XEROX CANADA LTÉE

TOTAL : 62

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

121352 CANADA INC. (TECHNOSUB)
BEN DESHAIES INC.
CONSTRUCTION NORASCON INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.

TOTAL : 6

RA09 : CÔTE-NORD

CONSTRUCTION POLARIS CMM INC.
INDUSTRIES AMNOR INC.

TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

LELIÈVRE, LELIÈVRE ET LEMOIGNAN LTÉE
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL LTÉE, DIV. MINES SELEINE

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

ALLEN ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.
BIBBY STE-CROIX
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
COOP AVANTIS
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ÉQUIPEMENTS FRONTMATEC INC.
GARAGA INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL NORTH AMERICA INC.
LES ÉQUIPEMENTS D'ÉRABLIÈRE C.D.L. INC.
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.
LES INDUSTRIES DE LA RIVE-SUD LTÉE
MAIBEC INC.
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MARQUIS IMPRIMEUR INC.
MONTEL INC.
NUTECH INC.
PRECICOM TECHNOLOGIES INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON INC.

TOTAL : 21

RA13 : LAVAL

CIMA+ S.E.N.C.
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
GLENCORE CANADA CORPORATION
GROUPE CONTANT INC.
IGF AXIOM INC.
SERVICES INFRASPEC INC.
SONEPAR CANADA INC.

TOTAL : 7

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
LES SERVICES EXP INC.
NANUK PROTECTION D'ÉQUIPEMENT INC.
NOUVEAU MONDE GRAPHITE
TELTECH SIGNALISATION INC.
TRIOTECH AMUSEMENT INC.

TOTAL : 6**RA15 : LAURENTIDES**

CONSORTIUM DUROKING-NEPVEU
LES SOMMETS DE LA VALLÉE INC.
SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.
STATION MONT-TREMBLANT SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
TEXTRON CANADA LIMITÉE / DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON

TOTAL : 5**RA16 : MONTÉRÉGIE**

9363-9888 QUÉBEC INC. (SANIVAC)
ADS SIGNALISATION INC.
AGROPUR COOPÉRATIVE
AIRBOSS DÉFENSE GROUPE
BALNÉA INC.
BÉTON BRUNET LTÉE
CAMIONS EXCELLENCE PETERBILT INC.
CONSTRUCTION DJL INC.
CULTURES GEN V INC.
ÉTIQUETTES PROFFECTA INC.
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE ABS INC.
GROUPE CAMBLI INC.
GROUPE CIVITAS INC.
GROUPE COLABOR INC.
GROUPE LACASSE INC.
INFRASTRUCTEL INC.
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT
LES CARRIÈRES DE SAINT-DOMINIQUE LTÉE
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
LOISELLE INC.
PAVAGES MASKA INC.
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
SKI BROMONT.COM INC.
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
SOLENO INC.
TECH-MIX, DIVISION DE BAUVAL INC.
UNI-SELECT INC.
YVES ROCHER AMÉRIQUE DU NORD INC.

TOTAL : 30**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

EXCAVATIONS TOURIGNY INC.
INDUSTRIES MACHINEX INC.
LES PRODUITS INDUSTRIELS DE HAUTE TEMPÉRATURE PYROTEK INC.
MÉTALUS INC.
SOPREMA INC.

TOTAL : 5**GRAND TOTAL : 216****LISTE DES ORGANISMES PUBLICS
ASSUJETTIS À LA LOI****ÉDUCATION - CÉGÉPS****RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA

TOTAL : 4

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

CÉGEP DE SAINTE-FOY
CÉGEP LIMOILOU
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER- GARNEAU

TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE

CÉGEP DE SHAWINIGAN
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE

TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

CÉGEP HERITAGE COLLEGE
COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS
CÉGEP DE THETFORD

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

COLLÈGE MONTMORENCY

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CÉGEP DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES
CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP DE VALLEYFIELD
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2

ÉDUCATION – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENTS PRIVÉS

RA03 : CAPITALE NATIONALE
CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE MÉRICI
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE
COLLÈGE LAFLÈCHE

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE MARIE DE FRANCE
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-ANNE
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
LES ÉCOLES AZRIELI TALMUD TORAH | HERZLIAH
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
VILLA MARIA

TOTAL : 22

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
COLLÈGE DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
COLLÈGE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

TOTAL : 4

ÉDUCATION – CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4

RA03 : CAPITALE-NATIONALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON

TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU CŒUR-DES-VALLÉES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA

TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL

TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ÎLES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

TOTAL : 4

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEUCE-ETCHEMIN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

TOTAL : 4

RA13 : LAVAL

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

TOTAL : 5

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN

CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES

TOTAL : 3

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

TOTAL : 1

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES
POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL

TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

MUNICIPALITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

VILLE D'ALMA
VILLE DE DOLBEAU-MISTASSINI
VILLE DE SAGUENAY

TOTAL : 3

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

VILLE DE PONT-ROUGE
VILLE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE

VILLE DE LA TUQUE
VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL
VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT

TOTAL : 10

RA07 : OUTAOUAIS

VILLE DE GATINEAU

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR

TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD

VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

VILLE DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE L'ASSOMPTION
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE

TOTAL : 5

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MIRABEL
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE MONT-TREMBLANT
VILLE DE ROSEMÈRE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE

TOTAL : 10

RA16 : MONTÉRÉGIE

VILLE DE BEAUHARNOIS
VILLE DE BELOEIL
VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CANDIAC
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LA PRAIRIE
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE MERCIER
VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE
VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SAINT-LAZARE
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VARENNES
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

TOTAL : 22

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

VILLE DE BÉCANCOUR
VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 3

RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE ET SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

TOTAL : 2

RÉGIES INTERMUNICIPALES D'INCENDIE

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU

TOTAL : 1

RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.
SANTÉ QUÉBEC

TOTAL : 3

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE LE CARDINAL INC.
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BAYVIEW INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-ST-CHARLES
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SŒURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
RÉSIDENCE ANGELICA
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE
VILLA MÉDICA INC.

TOTAL : 16

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.

TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC. (GROUPE SANTÉ ARBEC)
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CHSLD ARGYLE INC., LES ÉCLUSES ST-LAMBERT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY

TOTAL : 1

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE

TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES :
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC (SÉPAQ)
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

TOTAL : 9

RA06 : MONTRÉAL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
EXO - OPÉRATEUR DE TRANSPORT
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC - CRIQ
PARC OLYMPIQUE
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS
SOQUIJ

TOTAL : 18

RA16 : MONTÉRÉGIE
CDMV INC.

TOTAL : 1

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 316

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **316** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

AU 31 JANVIER 2025		ÉDUCATION																							
		TOTAL DES ORGANISMES		CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGEPS		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE ET SÛRETÉ DU QUÉBEC		RÉGIE INTERMUNICIPALE D'INCENDIE		RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX			
TOTAL		316		70		39		48		19		29		72		8		4		1		26			
ÉTAPES DES PROGRAMMES (PAÉE)	NBRE		%		NBR E		%		NBRE		%		NBRE		%		NBRE		%		NBRE		%		
	ANALYSE DES EFFECTIFS	1	0.3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	1.4%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	%
	ÉLABORATION	3	0.9%	0	0%	1	2.6%	0	0%	0	0%	1	3.4%	1	1.4%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	%
	IMPLANTATION 1	19	6%	0	0%	1	2.6%	0	0%	0	0%	2	6.9%	15	20.8%	0	0%	0	0%	1	100%	0	0%	0	%
	IMPLANTATION 2	5	1.6%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	3.4%	0	0%	2	25%	0	0%	0	0%	2	7.7%	0	%
	IMPLANTATION 3	40	12.7%	0	0%	3	7.7%	0	0%	0	0%	6	20.7%	4	5.6%	0	0%	3	75%	0	0%	24	92.3%	0	%
	IMPLANTATION 4	244	77.2%	69	98.6%	31	79.5%	48	100%	19	100%	19	65.5%	51	70.8%	6	75%	1	25%	0	0%	0	0%	0	0%
	IMPLANTATION 5	1	0.3%	1	1.4%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
	MAINTIEN	3	0.9%	0	0%	3	7.7%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%

Question **112**

ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

56 SÉANCES DE FORMATION OU D'INFORMATION ABORDANT EN TOUT OU EN PARTIE LE RACISME ET LE LOGEMENT ONT ÉTÉ OFFERTES ET ONT REJOINT **1348** PERSONNES.

	NOMBRE DE FORMATIONS DISPENSÉES	NOMBRE DE PERSONNES
TOTAL	56	1 348
MONTRÉAL	15	381
LAVAL	0	0
CAPITALE NATIONALE	7	135
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	30
MONTÉRÉGIE	5	119
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2	65
CHAUDIÈRE-APPALACHES	6	90
BAS SAINT-LAURENT	0	0
ESTRIE	5	79
MAURICIE	5	63
ABITIBI	0	0
LAURENTIDES	2	180
LANAUDIÈRE	3	45
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	12
MULTIPLES RÉGIONS	4	149

DIVERSES PUBLICATIONS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ONT ÉTÉ FAITES EN LIEN AVEC LA DISCRIMINATION DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT:

- o UNE COURTE VIDÉO EN AVRIL 2024, SOIT AVANT LE RENOUVELLEMENT DES BAUX, PORTANT SUR LE RACISME DANS LE LOGEMENT
- o UNE PUBLICATION EN JUILLET 2024 AFIN DE PROMOUVOIR LA FOIRE AUX QUESTIONS DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE LA COMMISSION PORTANT SUR LE LOGEMENT
- o UNE PUBLICATION EN JANVIER 2025 SUR LA FORMATION OFFERTE PAR LA COMMISSION AU GRAND-PUBLIC SUR LE DROIT AU LOGEMENT

L'AIDE-MÉMOIRE POUR LES LOCATAIRES ET CELUI POUR LES LOCATEURS SONT TOUJOURS DISPONIBLES SUR NOTRE SITE INTERNET.

Question **113**

POUR 2024-2025, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, DANS SES INTERVENTIONS AVEC LES EMPLOYEURS, AFIN DE FAIRE VALOIR LES AVANTAGES DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOICI L'ÉTAT DE LA SITUATION POUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (PAÉE) DES ORGANISMES PUBLICS QUI SONT ACTIFS À LA COMMISSION ET QUI ONT ÉTÉ VÉRIFIÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION :

PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS)

- LE 31 JANVIER 2025, 316 PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (PAÉE) PROVENANT D'ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI ÉTAIENT ACTIFS À LA COMMISSION. LA MAJORITÉ DE CES ORGANISMES SONT ACTUELLEMENT À LA 3^E OU 4^E ÉTAPE D'IMPLANTATION DE LEUR PROGRAMME.
- ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, LES CONTENUS DE 97 PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DES ORGANISMES PUBLICS ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION, SOIT :
 - 66 PROGRAMMES ONT ÉTÉ ANALYSÉS ET VÉRIFIÉS. VOICI LA RÉPARTITION PAR RÉSEAU :
 - 4 CÉGEPS;
 - 9 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS;
 - 7 UNIVERSITÉS;
 - 18 MUNICIPALITÉS;
 - 1 RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ET SÛRETÉ DU QUÉBEC;
 - 1 RÉGIE INTERMUNICIPALE D'INCENDIE;
 - 12 SOCIÉTÉS D'ÉTAT;
 - 1 SOCIÉTÉ DE TRANSPORT;
 - 13 RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.
 - UN NOUVEL ORGANISME PUBLIC A ÉTÉ ASSUJETTI À LA LOI, SOIT SANTÉ QUÉBEC.
 - 30 PROGRAMMES D'ORGANISMES PUBLICS ONT ÉTÉ FERMÉS PAR LA COMMISSION EN RAISON DE LA FUSION DES ÉTABLISSEMENTS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI OBC-POC (PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE)

- LE 31 JANVIER 2025, 216 PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI RÉSULTANT D'UNE OBLIGATION CONTRACTUELLE AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ÉTAIENT ACTIFS À LA COMMISSION. LA MAJORITÉ DE CES ENTREPRISES SONT DANS LA PHASE D'IMPLANTATION DE LEUR PROGRAMME.
- ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, 174 PROGRAMMES OBC-POC ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION, SOIT :
 - 119 PROGRAMMES OBC-POC ONT ÉTÉ ANALYSÉS ET VÉRIFIÉS.
 - 47 NOUVEAUX PROGRAMMES OBC-POC ONT ÉTÉ OUVERTS.
 - 8 PROGRAMMES OBC-POC ONT ÉTÉ FERMÉS PAR LA COMMISSION À LA DEMANDE DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (PROGRAMMES VOLONTAIRES)

- LE 31 JANVIER 2025, 16 PROGRAMMES VOLONTAIRES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI ÉTAIENT ACTIFS À LA COMMISSION. LA MAJORITÉ DES ORGANISMES APPLIQUANT UN PROGRAMME VOLONTAIRE SONT DANS LA PHASE DIAGNOSTIQUE DE LEUR PROGRAMME.
- ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, 18 PROGRAMMES VOLONTAIRES ONT ÉTÉ TRAITÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION, SOIT :
 - 5 PROGRAMMES VOLONTAIRES ONT ÉTÉ ANALYSÉS OU VÉRIFIÉS.
 - 3 NOUVEAUX PROGRAMMES VOLONTAIRES ONT ÉTÉ OUVERTS.
 - 10 PROGRAMMES VOLONTAIRES ONT ÉTÉ FERMÉS.

FORMATION GÉNÉRALE EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

FORMATIONS	DATES	NOMBRE DE PARTICIPANTS
FORMATION DESTINÉE AUX REPRÉSENTANTS ET REPRÉSENTANTES DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI	JEUDI 4 AVRIL 2024	101
	JEUDI 3 OCTOBRE 2024	177
FORMATION SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DESTINÉE AUX REPRÉSENTANTES DES ENTREPRISES PRIVÉES	JEUDI 2 MAI 2024	78
	JEUDI 7 NOVEMBRE 2024	79
FORMATION GÉNÉRALE SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI OUVERTE AU PUBLIC	JEUDI 6 JUIN 2024	40
	JEUDI 5 DÉCEMBRE 2024	22

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION A ÉTABLI DES PARTENARIATS EXTERNES AVEC DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS EN EMPLOI ET D'AUTRES VOUÉS À LA DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES PAR LA CRÉATION D'UN COMITÉ PAÉE POUR LES FEMMES AU SEIN DUQUEL SIÈGENT PLUSIEURS ORGANISMES. LE MANDAT DE CE COMITÉ EST D'ÉLIMINER LA SOUS-REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRES DE LA DIRECTION, LES EMPLOIS PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS TRADITIONNELLEMENT MASCULINS VISÉS PAR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI. DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU LES 21 MAI 2024 ET LE 26 SEPTEMBRE 2024 AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ.

LES 17 ORGANISMES PARTENAIRES FAISANT PARTIE DE CE COMITÉ SONT :

- ACTION TRAVAIL DES FEMMES;
- CONSEIL D'INTERVENTION POUR L'ACCÈS DES FEMMES AU TRAVAIL;
- CENTRE DES FEMMES DE MONTRÉAL;
- REGROUPEMENT DES ORGANISMES SPÉCIALISÉS POUR L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES (ROSEPH);
- COMMISSION DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DES PREMIÈRES NATIONS (CDRHPNQ) - CENTRE DE SERVICE EN EMPLOI ET FORMATION MONTRÉAL;
- TABLE DE CONCERTATION DES ORGANISMES AU SERVICE DES PERSONNES RÉFUGIÉES ET IMMIGRANTES (TCRI);
- AFRIQUE AU FÉMININ;
- CENTRE D'ENCADREMENT POUR JEUNES FEMMES IMMIGRANTES (CEJFI);
- LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE;
- VILLE DE MONTRÉAL – RESPONSABLE RH DU PAÉE;
- RÉSEAU D'ACTION POUR L'ÉQUITÉ DES FEMMES IMMIGRÉES ET RACISÉES DU QUÉBEC (RAFIQ);
- TABLE DES GROUPES DE FEMMES DE MONTRÉAL;
- CONSEIL DES MONTRÉALAISES;
- REGROUPEMENT DES ACTIVISTES POUR L'INCLUSION AU QUÉBEC (RAPLIQ);
- REPRÉSENTANTE DES FEMMES POUR LES MÉTIERS NON TRADITIONNELS;
- SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE (MEMBRE OBSERVATEUR);
- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (MEMBRE OBSERVATEUR).

LA COMMISSION A PARTICIPÉ À PLUSIEURS PRÉSENTATIONS OU ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES AFIN D'EXPLIQUER LES PROGRAMMES ET LES ORIENTATIONS DE LA COMMISSION EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI. NOS PARTICIPATIONS PROVENAIENT D'INVITATIONS OU DE DEMANDES DE COLLABORATION AVEC DIVERS ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI, D'ORGANISMES SPÉCIALISÉS EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ, EN DIVERSITÉ, EN EMPLOI OU DANS LA DÉFENSE DES DROITS DES GROUPES VISÉS. LA PARTICIPATION DE LA COMMISSION À CES ACTIVITÉS VISE NOTAMMENT À AUGMENTER NOTRE PRÉSENCE À L'EXTÉRIEUR DE LA COMMISSION ET DE RAFFERMIR LES LIENS AVEC NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES EXISTANTS. CES ACTIVITÉS SONT LES SUIVANTES :

- 1^{ER} FÉVRIER 2024 – PRÉSENTATION DES CENTRES DE SERVICE EN EMPLOI ET FORMATION (CSEF) DE MONTRÉAL – CDRHPNQ – ORGANISMES EN EMPLOYABILITÉ POUR LES PERSONNES AUTOCHTONES;
- 5 MARS 2024 - REPRÉSENTATION DE LA COMMISSION AU BILAN : CONTRER LES EFFETS SYSTÉMIQUES DE LA NON-RECONNAISSANCE DES DIPLÔMES ÉTRANGERS SUR LES FEMMES IMMIGRANTES EN OCTOBRE 2021 (ÉQUIPE DE RECHERCHE ET ATF);
- 1^{ER} MAI 2024 – PRÉSENTATION DES PROGRAMMES À LA COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC;
- 22 MAI 2024 – PRÉSENTATION DES PAÉE DANS LE CADRE D'UN ATELIER DU SVPM S'ADRESSANT PARTICULIÈREMENT AUX FEMMES EN RECHERCHE D'EMPLOI DANS DES MÉTIERS MAJORITAIREMENT MASCULINS;
- 24 MAI 2024 – PRÉSENTATION DES PAÉE DANS LE CADRE D'UN ATELIER DE L'UDEM S'ADRESSANT PARTICULIÈREMENT AUX FEMMES EN RECHERCHE D'EMPLOI DANS DES MÉTIERS MAJORITAIREMENT MASCULINS;
- 7 JUIN 2024 – PARTICIPATION AU SALON MAMU SUR L'EMPLOI DES PERSONNES AUTOCHTONES.
- 28 AOÛT 2024 – FORMATION SUR LES PAÉE À L'ÉCOLE D'ÉTÉ DE L'INSTITUT D'ÉTHIQUE APPLIQUÉE (IDÉA), ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE ET JUSTICE SOCIALE (UNIVERSITÉ LAVAL);

- 23 OCTOBRE 2024 - PRÉSENTATION DES PAÉE DANS LE CADRE D'UN ATELIER DE LA STM S'ADRESSANT PARTICULIÈREMENT AUX FEMMES EN RECHERCHE D'EMPLOI DANS DES MÉTIERS MAJORITAIREMENT MASCULINS;
- 4 NOVEMBRE 2024 – RENCONTRE AVEC LES DIRECTIONS DES RESSOURCES HUMAINES DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL POUR DISCUTER DE LEURS PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI;
- 18 NOVEMBRE 2024 – RENCONTRE AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION SÉCURITÉ INCENDIE AVEC LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET LA VILLE DE MONTRÉAL;
- 18 NOVEMBRE 2024 – RENCONTRE AVEC LE COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPLOYEURS;
- 20 NOVEMBRE 2024 - PRÉSENTATION DES PAÉE DANS LE CADRE D'UN ATELIER D'HYDRO-QUÉBEC S'ADRESSANT PARTICULIÈREMENT AUX FEMMES EN RECHERCHE D'EMPLOI DANS DES MÉTIERS MAJORITAIREMENT MASCULINS;
- 27 NOVEMBRE 2024 – PRÉSENTATION DES PROGRAMMES AUX ÉTUDIANTS DU COURS DE GESTION DE LA DIVERSITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL;
- 9 DÉCEMBRE 2024 - RENCONTRE DU DIRECTEUR ET DE LA COORDONNATRICE DE LA DAESC AVEC L'ENAP POUR DISCUTER DU FONCTIONNEMENT DES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI À LA DEMANDE DE LA COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC;
- 10 DÉCEMBRE 2024 – PRÉSENTATION DE LA CDPDJ ET DES PAÉE DANS LE CADRE D'UNE CLASSE VIRTUELLE (ILLUXI CAMPUS);
- 12 DÉCEMBRE 2024 PRÉSENTATION DES PAÉE DANS LE CADRE D'UN ATELIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC S'ADRESSANT PARTICULIÈREMENT AUX FEMMES EN RECHERCHE D'EMPLOI DANS DES MÉTIERS MAJORITAIREMENT MASCULINS;
- 28 JANVIER 2025 – RENCONTRE AVEC LE COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPLOYEURS;

Question **115**

POUR 2024-2025, INDIQUER LE NOMBRE D'ORGANISMES PUBLICS QUI ONT SOUMIS UN QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QU'ILS ONT EUX-MÊMES MODIFIÉ, POUR APPROBATION À LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ENTRE LE 1ER AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, DEUX (2) ORGANISMES ONT CONSULTÉ LA COMMISSION POUR OBTENIR UNE APPROBATION DE LEUR QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION QU'ILS AVAIENT MODIFIÉ.

SI UN ORGANISME NOUS CONSULTE SUR CE SUJET, LA COMMISSION RECOMMANDE À TOUS LES EMPLOYEURS D'UTILISER LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION QU'ELLE A PRODUIT, CAR SES OUTILS SONT CONFORMES À LA CHARTE QUÉBÉCOISE ET EXEMPTS DE TOUT ÉLÉMENT POTENTIELLEMENT DISCRIMINATOIRE ENVERS LES MEMBRES DES GROUPES VISÉS.

LA COMMISSION NE RECOMMANDE PAS DE MODIFIER LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION QU'ELLE PROPOSE, CAR ELLE NE PEUT PAS EN GARANTIR LE CONTENU NI SOUTENIR LES AJOUTS OU MODIFICATIONS EFFECTUÉS PAR UN EMPLOYEUR.

Question **116**

DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION QU'ELLE MÈNE ACTUELLEMENT EN LIEN AVEC LA POSSIBILITÉ D'AJOUTER LES SOUS-GROUPES AUX MINORITÉS VISIBLES DANS SON QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QUE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE INDIQUE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONSULTÉS ET LA DATE ET DURÉE DE CHACUNE DE SES RENCONTRES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AU NIVEAU PROVINCIAL, L'AJOUT DE SOUS-GROUPES DANS LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION DU PERSONNEL N'EST ACTUELLEMENT PAS AUTORISÉ. EN EFFET, SEUL LE LÉGISLATEUR AU QUÉBEC PEUT DÉCIDER D'AJOUTER UN GROUPE VISÉ PAR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI. POUR CE FAIRE, IL DOIT MODIFIER LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS (LAÉE). LES GROUPES VISÉS PAR LES PROGRAMMES SONT DONC LIMITÉS À CEUX MENTIONNÉS DANS LA LOI.

LA RÉFLEXION SUR LES SOUS-GROUPES A DÉBUTÉ EN 2023 PAR DES DISCUSSIONS AVEC LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT À LA COMPRÉHENSION DE LA DÉFINITION D'UNE PERSONNE AUTOCHTONE ET DE SES SOUS-GROUPES (MEMBRE D'UNE PREMIÈRE NATION, MÉTIS DU CANADA ET INUK).

LE 26 JANVIER 2024, NOUS AVONS RENCONTRÉ LA PROFESSEURE ADELLE BLACKETT QUI NOUS A PRÉSENTÉ LES PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI, DONT L'AJOUT DES SOUS-GROUPES ET L'UTILISATION DE L'EXPRESSION 'PERSONNE RACISÉE' AU LIEU DE 'MINORITÉ VISIBLE'.

LE 20 MAI 2024, LES CONCLUSIONS DE CE RAPPORT ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES AU COMITÉ PAÉE MIS EN PLACE PAR LA CDPDJ POUR LES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRES ET CEUX DE LA HAUTE DIRECTION, LES EMPLOIS PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS MAJORITAIREMENT MASCULINS. DES ÉCHANGES ONT EU LIEU SUR L'AJOUT DE SOUS-GROUPE AINSI QUE SUR LA COMPRÉHENSION ET L'UTILISATION DE L'EXPRESSION 'MINORITÉ VISIBLE' DANS LE CADRE DES PROGRAMMES. IL A ÉTÉ CONVENU DE TRANSMETTRE LE TOUT À UN SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL POUR DISCUTER PLUS EN DÉTAIL DE CES ÉLÉMENTS.

EN JUIN 2024, UNE RENCONTRE ENTRE LA COMMISSION ET LA CCQ A EU LIEU AFIN DE LES SOUTENIR DANS L'ÉLABORATION DU 4E PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ POUR LES FEMMES (PAÉF). UN DES SUJETS ABORDÉS DURANT LA RENCONTRE CONCERNAIT L'AJOUT DE NOUVEAUX GROUPES ET DE SOUS-GROUPES VISÉS AUX PAÉF ET UNE MODIFICATION LÉGISLATIVE À VENIR POUR INCLURE LES MINORITÉS VISIBLES À CE PROGRAMME.

LE 26 SEPTEMBRE 2024, LES MEMBRES DU SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL PAÉE POUR LES FEMMES SE SONT RENCONTRÉS POUR DISCUTER DE L'AJOUT DES SOUS-GROUPES ET DE LA DÉFINITION DE MINORITÉS VISIBLES.

EN JANVIER 2025, DES DISCUSSIONS ONT EU LIEU ENTRE LA COMMISSION ET LA CCQ SUR LES DÉFINITIONS DES GROUPES 'MINORITÉS VISIBLES' ET 'PERSONNE IMMIGRANTE' ET DE LEUR AJOUT RÉCENT À LA LOI R-20.

D'AUTRES RENCONTRES ET DISCUSSIONS SONT À VENIR AVEC LES DIVERS MINISTÈRES QUÉBÉCOIS ET LA COMMISSION AFIN D'ÉVALUER LA FAISABILITÉ ET LES IMPACTS DE L'AJOUT DE CES GROUPES DANS LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI.

Question **117**

POUR 2023-2024 ET 2024-2025, INDIQUER LES ACTIONS ET MESURES MISES EN ŒUVRE PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE POUR ATTIRER L'ATTENTION DES EMPLOYEURS ET DES ORGANISMES PUBLICS SUR LES MICRO-AGRESSIONS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION ABORDE LA QUESTION DES MICRO-AGRESSIONS DANS PLUSIEURS DE SES FORMATIONS ET OUTILS DE FORMATION. NOUS L'ABORDONS NOTAMMENT LORSQUE L'ON TRAITE DE RACISME, DE HARCÈLEMENT DISCRIMINATOIRE, DE L'IMPACT DES BIAIS INCONSCIENS SUR LA DISCRIMINATION, DES DROITS DES MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE ET LES DROITS DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES.

PLUS PARTICULIÈREMENT 65 ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ONT ABORDÉ LA QUESTION DES MICRO-AGRESSIONS POUR 2024-2025 ET 51 ACTIVITÉS EN 2023-2024.

Question **118**

NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2024-2025.
NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D'INTERVENTION EN JEUNESSE

MOTIFS D'INSATISFACTION	2024-2025 (31 JAN)
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	79
DÉCISION PRISE DANS L'INTÉRÊT DE L'ENFANT	84
DPJ	0
ENTENT PROVISOIRE	0
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	60
ÉVALUATION ET ORIENTATION	22
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	2
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	0
LSJPA SERVICES SOCIAUX	5
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	8
MILIEU SUBSTITUT	74
ORDONNANCE	40
SERVICES SOCIAUX*	247
SIGNALEMENT	62
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	41
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	106
NON PRÉCISÉ, DEMANDES FERMÉES À L'ACCUEIL	79
TOTAL	909

* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D'ÉDUCATION

MÊME SI LES PÉRIODES DE RÉFÉRENCE NE SONT PAS IDENTIQUES AUX 2 ANNÉES PRÉCÉDENTES, NOUS CONSTATONS TOUT MÊME UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTES REÇUES À LA DIRECTION DES ENQUÊTES JEUNESSE. RAPPELONS QU'À LA FIN FÉVRIER 2024, NOUS EN AVIONS REÇU 692 ALORS QU'À LA FIN FÉVRIER 2023, C'ÉTAIT 379.

LE TABLEAU CI-DESSUS PRÉSENTE LES MOTIFS PRINCIPAUX D'ENQUÊTE. IL EST À NOTER QUE DES MOTIFS SECONDAIRES PEUVENT ÉGALEMENT ÊTRE ENQUÊTÉS EN PARALLÈLE. AU 31 JANVIER 2025, LE DROIT DE RECEVOIR DES SERVICES SOCIAUX ADÉQUATS EST LE MOTIF LE PLUS SOUVENT ALLÉGUÉ LORS DE LA RÉCEPTION DES DEMANDES D'ENQUÊTES (27 %). S'EN SUIT LE DROIT À CE QUE LES DÉCISIONS SOIENT PRISES DANS L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT (9 %), LE DROIT AUX COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES DANS LE CADRE D'UN PLACEMENT (9 %) ET LE DROIT À UN MILIEU D'HÉBERGEMENT RÉPONDANT AUX BESOINS (8 %).

LES DEMANDES FERMÉES À L'ACCUEIL REPRÉSENTENT DES DEMANDES D'ENQUÊTE OÙ LA PERSONNE REQUÉRANTE, SUIVANT UN ÉCHANGE AVEC ELLE, SOUHAITAIT PLUTÔT S'ADRESSER À UN AUTRE ORGANISME (EX : FAIRE UN SIGNALEMENT AU DPJ). CES PERSONNES ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS L'ORGANISME POUVANT RÉPONDRE À LEUR BESOIN.

DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2024-2025 (31 JAN)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	36
BAS-SAINT-LAURENT	34
CAPITALE-NATIONALE	105
CHAUDIÈRE-APPALACHES	26
CÔTE-NORD	13
ESTRIE	81
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	33

RÉGION ADMINISTRATIVE	2024-2025 (31 JAN)
LANAUDIÈRE	25
LAURENTIDES	90
LAVAL	54
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	93
MONTÉRÉGIE	105
MONTRÉAL	83
NORD-DU-QUÉBEC	8
OUTAOUAIS	42
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	63
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	18
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	909

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES DE LA POPULATION SELON LA RÉGION, EN DATE DU 31 JANVIER 2025, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D'ENQUÊTE SONT, DANS L'ORDRE, LA MONTÉRÉGIE ET LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE (11 % CHACUNE) ET LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (10 %).

NOUS NOTONS UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DU TAUX PROPORTIONNEL DU NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTES PROVENANT DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE (+6 %) ET UNE BAISSÉ SIGNIFICATIVE DU TAUX PROPORTIONNEL DE DEMANDES D'ENQUÊTES PROVENANT DE LA RÉGION DE LA MAURICIE-CENTRE-DU QUÉBEC (-5 %).

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2024-2025 (31 JAN)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10
BAS-SAINT-LAURENT	7
CAPITALE-NATIONALE	24
CHAUDIÈRE-APPALACHES	8
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	30
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1
LANAUDIÈRE	7
LAURENTIDES	13
LAVAL	9
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	25
MONTÉRÉGIE	28
MONTRÉAL	36
NORD-DU-QUÉBEC	3
OUTAOUAIS	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	16
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	219

AU 31 JANVIER 2025, DES 909 DEMANDES D'ENQUÊTES REÇUES, 219 ONT FAIT L'OBJET D'UNE OUVERTURE D'ENQUÊTE. UNE DEMANDE D'ENQUÊTE EST JUGÉE RECEVABLE LORSQUE LES FAITS RAPPORTÉS SONT EN LIEN AVEC UN DROIT D'UN ENFANT OU D'UN GROUPE D'ENFANTS QUI SERAIENT LÉSÉS ET QUI NE FONT PAS L'OBJET D'UN RECOURS OU D'UN JUGEMENT RÉCENT EN CHAMBRE DE LA JEUNESSE. LES PERSONNES REQUÉRANTES DONT LES DEMANDES SONT NON RECEVABLES SONT DIRIGÉES, AU BESOIN, VERS D'AUTRES RESSOURCES.

DE CE NOMBRE, LE NOMBRE DE SITUATIONS EN VERTU DESQUELLES LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 90, UNE AUGMENTATION COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE DERNIÈRE (80) OU L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (75).

LE NOMBRE D'ENQUÊTES AUTORISÉES DOMINENT DANS CERTAINES RÉGIONS COMME MONTRÉAL (16 %), L'ESTRIE (14 %), LA MONTÉRÉGIE (13 %), LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (11 %) ET LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE (11 %).

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2024-2025 (31 JAN)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10
BAS-SAINT-LAURENT	6
CAPITALE-NATIONALE	24
CHAUDIÈRE-APPALACHES	9
CÔTE-NORD	4
ESTRIE	9
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	3
LANAUDIÈRE	10
LAURENTIDES	21
LAVAL	13
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	25
MONTÉRÉGIE	10
MONTRÉAL	35
NORD-DU-QUÉBEC	0
OUTAOUAIS	1
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	10
NON PRÉCISÉ*	0
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	190

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC

ENTRE LE 1ER AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A COMPLÉTÉ 190 ENQUÊTES JEUNESSE DONT PLUSIEURS ENQUÊTES SYSTÉMIQUES. L'AJOUT D'ENQUÊTES SYSTÉMIQUES EN PLUS GRAND NOMBRE AU PLAN DE TRAVAIL DE LA DIRECTION DES ENQUÊTES JEUNESSE PERMET D'ABOUTIR À DES CHANGEMENTS CHEZ UN PLUS GRAND NOMBRE D'ENFANTS QUE SI LES SITUATIONS AVAIENT ÉTÉ TRAITÉES UNIQUEMENT DE FAÇON INDIVIDUELLE.

Question **119**

LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2024-2025.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES ONT ÉTÉ ÉMISES AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES À TITRE DE MIS-EN-CAUSE DANS UNE ENQUÊTE INDIVIDUELLE OU SYSTÉMIQUE.

D'ABORD, AU COURS DES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, DES RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ ÉMISES À DIFFÉRENTS MINISTÈRES À LA SUITE DU DÉPÔT DE DEUX RAPPORTS D'ENQUÊTES SYSTÉMIQUES. LE PREMIER RAPPORT FAIT ÉTAT D'UNE ENQUÊTE RÉALISÉE DANS LA RÉGION DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN EN 2017 ET LE DEUXIÈME RAPPORT PORTE SUR LA SITUATION DES ENFANTS INUIT HÉBERGÉS DANS DES CENTRES DE RÉADAPTATION DU CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE DE MONTRÉAL ET DU CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA EN 2021.

CES DOSSIERS ONT FAIT L'OBJET D'UN SUIVI DES RECOMMANDATIONS DANS L'ANNÉE 2024-2025.

ENSUITE, UNE ENQUÊTE SYSTÉMIQUE A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN COURS D'ANNÉE ET FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS ÉMISES AU MSSS. LE SUIVI DE CES RECOMMANDATIONS EST TOUJOURS EN COURS.

ENQUÊTES SYSTÉMIQUES COMPLÉTÉES LORS DE PÉRIODES FINANCIÈRES ANTÉRIEURES

ENQUÊTE SYSTÉMIQUE CONCERNANT LES ENFANTS SIGNALÉS À LA DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

LE 22 AOÛT 2017, LA COMMISSION ÉTAIT D'AVIS QUE L'ENQUÊTE CONCERNANT LES ENFANTS SIGNALÉS À LA DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN AVAIT MIS EN LUMIÈRE DES LACUNES ET DES MANQUEMENTS MAJEURS QUANT AUX PROCESSUS D'INTERVENTION ET DE PRISE DE DÉCISIONS, DE L'ENCADREMENT ET DE LA FORMATION DES INTERVENANTS, AINSI QUE DES OUTILS CLINIQUES DONT ILS DISPOSENT AFIN DE PARTICIPER À LA RÉALISATION DU MANDAT DE LA DPJ.

AU TERME DE SON ENQUÊTE, LA COMMISSION AVAIT ÉMIS VINGT-TROIS (23) RECOMMANDATIONS DONT SIX (6) ADRESSÉES À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, À LA SANTÉ PUBLIQUE ET SAINES HABITUDES DE VIE DE L'ÉPOQUE. MALGRÉ L'ENGAGEMENT DU MSSS À METTRE EN ŒUVRE CES RECOMMANDATIONS, UNE D'ENTRE ELLES ÉTAIT TOUJOURS EN SUIVI PAR LA COMMISSION, N'AYANT PAS ÉTÉ COMPLÈTEMENT RÉALISÉE DEPUIS AOÛT 2017.

RECOMMANDATION QUANT À LA RÉVISION DES STANDARDS DE PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE

DES NORMES DOIVENT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU'AU COURS DE L'ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L'ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS. CELLES-CI SE RETROUVENT DANS DIVERS DOCUMENTS, ACCESSIBLES AUX PERSONNES RESPONSABLES DE L'UNE OU L'AUTRE DES ACTIVITÉS INSCRITES DANS LA TRAJECTOIRE DE SERVICES EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.

DES ÉCARTS EXISTAIENT ENTRE LES NORMES PROPOSÉES ET L'ÉVOLUTION DES STANDARDS, PRATIQUES, ET LE RESPECT DE LA LOI EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE. DEPUIS CE CONSTAT RÉALISÉ À LA SUITE DE CETTE ENQUÊTE SYSTÉMIQUE, PLUSIEURS ENQUÊTES DE LA COMMISSION ONT MIS EN ÉVIDENCE DES LÉSIONS DE DROITS DONT LES ENFANTS SONT VICTIMES À CAUSE DE STANDARDS DE PRATIQUE QU'IL ÉTAIT URGENT DE RÉVISER.

LE 13 JUIN 2024, LA COMMISSION EST INFORMÉE QUE LE TRAVAIL QUANT À L'ÉLABORATION DE NOUVEAUX INDICATEURS ÉTAIT TERMINÉ ET QUE LA DIFFUSION DE CES INDICATEURS ÉTAIT EN COURS DANS LES ÉTABLISSEMENTS. LES INDICATEURS SONT ENTRÉS EN VIGUEUR LE 22 SEPTEMBRE 2024. LES INDICATEURS RÉVISÉS CONCERNENT LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU'AU COURS DE L'ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L'ORIENTATION.

LA COMMISSION A DONC PRIS ACTE DES INDICATEURS ÉLABORÉS ET DIFFUSÉS ET A MIS FIN À SON SUIVI.

ENQUÊTE SUR LA SITUATION DES ENFANTS INUIT HÉBERGÉS DANS DES CENTRES DE RÉADAPTATION DU CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE DE MONTRÉAL ET DU CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA

EN MAI 2021, LA COMMISSION MET EN LUMIÈRE LA SITUATION D'ENFANTS INUIT HÉBERGÉS DANS DES CENTRES DE RÉADAPTATION DU CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL, DU CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA (UNITÉ ULLURIAQ FILLES ET UNITÉ ULLURIAQ GARÇONS) AINSI QUE DANS LES UNITÉS DE RÉADAPTATION DE SALLUIT ET D'INUKJUAK.

L'ENQUÊTE A PERMIS DE CONSTATER DE SÉRIEUSES LACUNES AU SUJET DES SERVICES REÇUS À L'APPLICATION DES MESURES, SOIT LES DÉLAIS AINSI QUE LE MANQUE DE PARTICIPATION DE TOUS LES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS L'ÉLABORATION DES PLANS D'INTERVENTION, L'ABSENCE DE RENCONTRES EN PERSONNE ENTRE LE JEUNE ET SON INTERVENANT À L'APPLICATION DES MESURES, L'IMPRATICABILITÉ DES INTERVENTIONS SYSTÉMIQUES FAMILIALES, ET LES DIFFICULTÉS LOGISTIQUES ET CLINIQUES RATTACHÉES À LA RÉINTÉGRATION DU JEUNE DANS SA COMMUNAUTÉ.

L'ENQUÊTE A ÉGALEMENT RÉVÉLÉ QUE LES PRATIQUES DE SURVEILLANCE ET DE RESTRICTION DES CONVERSATIONS ENTRE JEUNES DE LA DPJ DU CIUSSS-ODIM, L'ABSENCE DE TRADUCTION DES CODES DE VIE DES UNITÉS DE RÉADAPTATION DU CIUSSS-ODIM EN INUKTITUT ET DE BANQUE D'INTERPRÈTES POUR LES ÉDUCATEURS ET L'ABSENCE DE RÈGLE CLAIRE ET EXPLICITE DANS LES CODES DE VIE DES UNITÉS DE RÉADAPTATION ET DIRECTIVES DE LA DPJ DU CIUSSS-ODIM, RELATIFS À LA SURVEILLANCE DES CONVERSATIONS ENTRE JEUNES HÉBERGÉS CONTREVIENNENT AUX DROITS DES JEUNES INUIT À LA PRÉSERVATION DE LEUR IDENTITÉ CULTURELLE ET À L'USAGE LIBRE ET SANS CONTRAINTE DE LEUR LANGUE.

ENFIN, ELLE A PERMIS DE DÉMONTRER QUE LES JEUNES INUIT HÉBERGÉS DANS LES UNITÉS DE RÉADAPTATION DU CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL NE RECEVAIENT PAS DE SCOLARISATION QUALIFIANTE, TOUT COMME CEUX QUI SONT HÉBERGÉS DANS LES UNITÉS DE RÉADAPTATION SOUS L'AUTORITÉ DU CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA SITUÉES À DORVAL.

AU TERME DE L'ENQUÊTE, LA COMMISSION ÉMET 32 RECOMMANDATIONS DONT CERTAINES ADRESSÉES AU **MINISTRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC**.

AINSI, LA COMMISSION A EFFECTUÉ LE SUIVI DE LA RECOMMANDATION SUIVANTE :

- INTÉGRER ET RECUEILLIR DES DONNÉES SUR LES ENFANTS AUTOCHTONES, NOTAMMENT RELATIVEMENT AUX DEMANDES D'ADMISSIBILITÉ À L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS ET À LEUR FRÉQUENTATION SCOLAIRE.

NOUS SOMMES PRÉSENTEMENT EN ATTENTE D'UNE RÉPONSE QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE RECOMMANDATION.

ENQUÊTE SYSTÉMIQUE FINALISÉE EN COURS D'ANNÉE

ENQUÊTE CONCERNANT LES CONDITIONS DE VIE DES JEUNES HÉBERGÉS EN UNITÉ DE DÉBORDEMENT EN MONTÉRÉGIE

LE 22 AOÛT 2024, LA COMMISSION ÉTUDIE ET REND UNE DÉCISION SUR LES CONDITIONS D'HÉBERGEMENT DES JEUNES HÉBERGÉS EN UNITÉS DE DÉBORDEMENT DU CIUSSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST. ELLE CONSTATE QUE LES JEUNES SONT HÉBERGÉS DANS DES CONDITIONS DE GRANDE PROXIMITÉ, SANS INTIMITÉ PENDANT DES PÉRIODES PROLONGÉES. CES UNITÉS DE DÉBORDEMENT DOIVENT ÊTRE OUVERTES EN RAISON DU MANQUE DE PLACES EN UNITÉ RÉGULIÈRE ET DE LA DEMANDE CROISSANTE DE SERVICES D'HÉBERGEMENT JEUNESSE POUR LA POPULATION. L'ENQUÊTE RÉVÈLE QUE LE CIUSSS A INTERPELLÉ LE MSSS DE LA SITUATION ET MAINTIEN SES BESOINS EN MATIÈRE DE FINANCEMENT POUR 107 PLACES EN RÉADAPTATION DEPUIS 2020. LES DEMANDES DEMEURENT SANS RÉPONSE OU SONT À L'ÉTUDE PAR LE MSSS DEPUIS PLUSIEURS MOIS.

LA COMMISSION ÉMET 2 RECOMMANDATIONS AU MINISTRE RESPONSABLE DES SERVICES SOCIAUX, SOIT:

- DE METTRE LES MESURES EN PLACE EN COLLABORATION AVEC LE PDG ET LA DPJ DE LA MONTÉRÉGIE-EST, AFIN DE S'ASSURER QUE LES UNITÉS MIRAGE, OU TOUTE AUTRE UNITÉ PRÉSENTANT LES MÊMES CARACTÉRISTIQUES, NE SOIENT PLUS UTILISÉES COMME UNITÉS DE DÉBORDEMENT.
- PRENDRE LES MOYENS POUR METTRE LES MESURES NÉCESSAIRES EN PLACE AFIN DE S'ASSURER, QUE LORSQUE DES PROBLÉMATIQUES RELIÉES AUX RESSOURCES SONT PORTÉES À LA CONNAISSANCE DU MSSS PAR UNE DPJ, QU'UNE ÉVALUATION DES IMPACTS POTENTIELS SUR LES DROITS DES ENFANTS SOIT EXÉCUTÉE RAPIDEMENT, AFIN DE S'ASSURER DU RESPECT DES DROITS.

LA COMMISSION EST EN ATTENTE D'UN ENGAGEMENT FORMEL À L'ADOPTION ET LA MISE EN PLACE DES MESURES, AINSI QU'UNE ÉVALUATION DU DÉLAI DE RÉALISATION REQUIS.

Question **120**

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2024-2025.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES DEMANDES D'ENQUÊTES EN JEUNESSE

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	909

ENTRE LE 1ER AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A REÇU UN TOTAL DE 909 DEMANDES D'ENQUÊTES EN MATIÈRE JEUNESSE, UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE COMPARATIVEMENT AUX TROIS DERNIÈRES ANNÉES.

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	219

UNE FOIS LA DEMANDE D'ENQUÊTE REÇUE, LA COMMISSION DOIT EN ANALYSER LA RECEVABILITÉ À PARTIR DE CRITÈRES PRÉCIS AFIN DE DÉCIDER SI ELLE PEUT OUVRIR UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE N'ÉTANT PAS IDENTIQUE, IL EST DIFFICILE DE PRÉDIRE AVEC EXACTITUDE SI LA COMMISSION AURA AUTORISÉ UN NOMBRE SIMILAIRE D'ENQUÊTE EN JEUNESSE. QUOI QU'IL EN SOIT, LE TRAVAIL DE PERFECTIONNEMENT ET D'OPTIMISATION DES PROCESSUS S'EST POURSUIVI DANS LES ÉQUIPES DE L'ACCUEIL ET DE LA RECEVABILITÉ, CE QUI A CONTRIBUÉ À MAINTENIR DES DÉLAIS DE TRAITEMENT SATISFAISANT MALGRÉ UNE COMPLEXIFICATION ACCRUE DES SITUATIONS PRÉSENTÉES PAR LES DEMANDES D'ENQUÊTE.

DOSSIERS FERMÉS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	190

ENTRE LE 1ER AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A TRAITÉ 190 DOSSIERS D'ENQUÊTES EN MATIÈRE JEUNESSE. NOUS POUVONS ANTICIPER UNE DIMINUTION DU NOMBRE D'ENQUÊTES COMPLÉTÉES. SI LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE PRÉCÉDENTE (2023-24) SE DÉMARQUAIT PAR UNE AUGMENTATION DU PLAN DE POSTE, CETTE ANNÉE EST PLUTÔT MARQUÉE PAR UNE INCAPACITÉ DE COMBLER LES POSTES LAISSÉS VACANTS PAR DES DÉPARTS D'EMPLOYÉS EN RAISON DU CONTEXTE BUDGÉTAIRE, PARTICULIÈREMENT DANS L'ÉQUIPE DES ENQUÊTES.

DOSSIERS ACTIFS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	171

CETTE DONNÉE REPRÉSENTE LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS AU 31 JANVIER 2025, À LA DIRECTION DES ENQUÊTES JEUNESSE. CE SONT EXCLUSIVEMENT DES DOSSIERS DONT LA SITUATION EST JUGÉE COMME FAISANT PARTI DE LA COMPÉTENCE DE LA COMMISSION.

LES DÉLAIS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTE (EN JOURS)	81

LE DÉLAI DE TRAITEMENT DU TABLEAU CI-DESSUS CORRESPOND AU DÉLAI MOYEN ENTRE LA RÉCEPTION D'UNE DEMANDE D'ENQUÊTE ET LA FIN DU TRAVAIL DE LA DIRECTION DES ENQUÊTES JEUNESSE, QUELLE QU'EN SOIT L'ÉTAPE DE FINALISATION DU DOSSIER. COMME DÉMONTRÉ CI-DESSUS, LE DÉLAI DE TRAITEMENT A DIMINUÉ, SE SITUANT CETTE ANNÉE À UN PEU MOINS DE 3 MOIS (81 JOURS), COMPARATIVEMENT À 135 JOURS EN 2023 -2024.

LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2024-2025		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU (EN JOURS)	DÉLAI MOYEN OBTENU (EN JOURS)	NB DE DOSSIERS
RECEVABILITÉ	30	20	794
ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE	45	39	252
ENQUÊTE 2E ÉTAPE	270	181	104

LES DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT DES DEMANDES D'ENQUÊTE, À L'ÉTAPE DE LA RECEVABILITÉ ET À LA 1ÈRE ÉTAPE DE L'ENQUÊTE, ONT DIMINUÉ COMPARATIVEMENT AUX DÉLAIS DE L'ANNÉE PASSÉE. LES EFFORTS DE SOUTIEN ET D'ENCADREMENT AINSI QUE LES ACTIONS EN VUE D'OPTIMISER LES PROCESSUS ONT PORTÉS FRUIT. DE PLUS SE SONT AJOUTÉS DES FORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES OFFERTES AUX MEMBRES DU PERSONNEL QUI LES AIDENT À TRAITER LES SITUATIONS DE FAÇON PLUS EFFICIENTE.

LE DÉLAI EN 2E ÉTAPE D'ENQUÊTE A, QUANT À LUI, AUGMENTÉ DE FAÇON SIGNIFICATIVE. CECI EST DÛ AU NOMBRE D'ENQUÊTES DE NATURE SYSTÉMIQUE COMPLÉTÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL DERNIER. LES ENQUÊTES SYSTÉMIQUES SONT GÉNÉRALEMENT PLUS COMPLEXES ET, CONSÉQUEMMENT, PLUS LONGUES AVANT LEUR FINALISATION. PAR CONTRE, ELLES TROUVENT LEUR PERTINENCE DANS LE FAIT QU'ELLES ONT LE POTENTIEL D'AVOIR DES IMPACTS SUR LES TRAJECTOIRES DE SERVICES AFFECTANT UN PLUS GRAND NOMBRE D'ENFANTS.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers_PLQ

Étude des crédits 2025-2026

Question **121**

EFFECTIF POUR 2024-2025 ET PRÉVISIONS POUR 2025-2026, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2024-2025	EFFECTIFS EN PLACE (POSTES OCCUPÉS)
PERSONNEL D'ENCADREMENT		
DIRECTEUR	12	11
TOTAL	12	11
PERSONNEL PROFESSIONNEL		
CONSEILLER EN COMMUNICATION	6	6
CONSEILLER EN ÉDUCATION ET COOPÉRATION	16	10
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	6	6
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	5	7
CHERCHEUR	5	5
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	17	11
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	8	8
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	3	3
CONSEILLER JURIDIQUE	22	23
COORDONNATEUR	13	13
ENQUÊTEUR	34	30
MÉDIATEUR	8	7
TOTAL	144	130
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		
AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	0	0
AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	15	13
BIBLIOTECHNICIEN	1	1
SECRÉTAIRE	1	1
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	17	16
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	18	17
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	4	4
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TOTAL	64	60
GRAND TOTAL	220	201

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

2. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION (QS)

Question **06**

LISTE DES CONCOURS DE RECRUTEMENT QUI SE SONT TENUS INCLUANT, POUR CHACUN DE CES CONCOURS :

- LE NOMBRE DE POSTES À COMBLER;
- LE NOMBRE DE POSTULANTS;
- LA DATE;
- LA NATURE (CONCOURS RÉSERVÉ OU NON);
- LE TAUX DE RÉUSSITE;
- LA RÉPARTITION PAR RÉGION ADMINISTRATIVE;
- LA DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CONCOURS	IDENTIFICATEUR DE POSTE	NOMBRE DE POSTES OFFERTS*	NOMBRE DE POSTULANTS	DATE	NATURE*	TAUX DE RÉUSSITE*	RÉGION ADMINISTRATIVE	DATE DE LA PUBLICATION DES RÉSULTATS
INTERNE	COORDONNATEUR	1	5	10/04/2024	N/A	N/A	MONTRÉAL	17/06/2024
INTERNE	TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	1	1	11/04/2024	N/A	N/A	MONTRÉAL	06/05/2024
INTERNE	DIRECTEUR DE L'ÉDUCATION ET DE LA PROMOTION DES DROITS (PAR INTÉRIM)	1	3	03/07/2024	N/A	N/A	MONTRÉAL	22/07/2024
INTERNE	CONSEILLÈRE OU CONSEILLER JURIDIQUE	1	1	29/01/2025	N/A	N/A	MONTRÉAL	N/A

*NON SOUMIS AUX RÈGLES DE LA FONCTION PUBLIQUE

Question **16**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR LA PROCHAINE ANNÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**3. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
(PARTI QUÉBÉCOIS)**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PQ

Étude des crédits 2025-2026

Question 1

INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2024-2025 (PRÉVISIONS POUR 2025-2026) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2024-2025 (K\$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	136 K\$
SERVICES PROFESSIONNELS	0 K\$
• INTERNE	53 K\$
• EXTERNE	55 K\$
• CSPQ / ITQ	
TOTAL	244 K\$

Question 2

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2024-2025, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

E. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77.
- IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENT** : TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, 28 FÉVRIER 2024 AU 27 FÉVRIER 2029 (DÉCRET 1819-2023)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : PIERRE, MYRLANDE, 29 JUILLET 2024 AU 28 JUILLET 2029 (DÉCRET 945-2024)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : GAREAU, STÉPHANIE, 6 JANVIER 2025 AU 5 JANVIER 2030 (DÉCRET 1626-2024)

MEMBRES

EL-HAGE, HABIB
 GAUVREAU, LIZETTE
 LECLERCQ, MARIE-LAURE
 LEMAY, SYLVAIN
 ROY, MARTINE
 SANTORINEOS, ANNE-MARIE
 SIOUI, BRUNO
 VILLEFRANCHE, MARJORIE
 VOLLANT, NADINE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4000\$ ET DES HONORAIRES DE 200\$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

F. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PIERRE, MYRLANDE, VICE-PRÉSIDENTE, MANDAT DU 29 JUILLET 2024 AU 28 JUILLET 2029.
 VOLLANT, NADINE, MEMBRE, MANDAT DU 25 JUIN 2024 AU 24 JUIN 2029.

G. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

GAREAU, STÉPHANIE; VICE-PRÉSIDENTE; 6 JANVIER 2025 AU 5 JANVIER 2030.

H. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

NOM ET PRÉNOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ	PRÉSIDENT	7 154 \$	0 \$	1 082 \$
PIERRE, MYRLANDE	VICE-PRÉSIDENTE	3 309 \$	0 \$	69 \$
ARPIN, SUZANNE	VICE-PRÉSIDENTE	6 918 \$	0 \$	204 \$
GAREAU, STÉPHANIE	VICE-PRÉSIDENTE	0 \$	0 \$	N/A
EL-HAGE, HABIB	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
GAUVREAU, LIZETTE	MEMBRE	1 247 \$	0 \$	N/A
LECLERCQ, MARIE-LAURE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
LEMAY, SYLVAIN	MEMBRE	3 123 \$	0 \$	N/A
ROY, MARTINE	MEMBRE	131 \$	0 \$	N/A
SANTORINEOS, ANNE-MARIE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	2 543 \$	0 \$	N/A
VILLEFRANCHE, MARJORIE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
VOLLANT NADINE	MEMBRE	4 517 \$	0 \$	N/A
TOTAL		28 942 \$	0 \$	1 355 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PQ

Étude des crédits 2025-2026

Question 5

COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS	ÉCART
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	137 400 \$	114 500 \$	22 900 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	1 426 800 \$	1 189 000 \$	237 800 \$
PROJETS	190 500 \$	50 000 \$	140 500 \$
TOTAL	1 754 700 \$	1 353 500 \$	401 200 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PQ

Étude des crédits 2025-2026

Question 7

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2024-2025. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :

- A. LE MANDAT ;
- B. LES MEMBRES ;
- C. LE BUDGET ;
- D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES ;
- E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2024-2025 ;

LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2024-2025 ET LES PRÉVISIONS POUR 2025-2026.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP)	REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS DU CANADA	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE	4
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ)	LE CCDEJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS DE L'ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX.	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER SUZANNE ARPIN STÉPHANIE GAREAU	4
COMITÉ DE GOUVERNANCE COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE (CDPJ) - MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)- COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE (COMDP)- ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC (ÉNPQ)	COLLABORER AU DÉVELOPPEMENT D'UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS.	MYRLANDE PIERRE	4
COMITÉ DE LIAISON AVEC LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE	CE COMITÉ A POUR MANDAT D'IDENTIFIER LES PROBLÈMES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE PROPOSER DES SOLUTIONS PRATIQUES VISANT À ATTEINDRE DES OBJECTIFS D'EFFICACITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE.	MYRLANDE PIERRE ATHANASSIA BITZAKIDIS	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	<p>RÉPERTORIER ET CONSIGNER LES ENJEUX LOCAUX EN LIEN AVEC L'ADMINISTRATION D'UNE JUSTICE ADAPTÉE AU CONTEXTE AUTOCHTONE, L'ACCOMPAGNEMENT DES JUSTICIABLES, LA PRÉVENTION DU CRIME ET L'ENVIRONNEMENT CORRECTIONNEL.</p> <p>RAPPORTER CES DIFFÉRENTES PROBLÉMATIQUES ET ALIMENTER LA RÉFLEXION SUR DES MESURES DE MITIGATION LOCALES OU L'IMPLANTATION DE MESURES À PLUS GRANDE ÉCHELLE.</p> <p>MESURER, DANS LE TEMPS, L'ÉVOLUTION DE CES PROBLÉMATIQUES ET L'EFFICACITÉ DE MESURES DE MITIGATION</p>	SUZANNE ARPIN	1
CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE, LES IMPACTS DES DISCRIMINATIONS ET DES DIFFÉRENTES FORMES D'EXCLUSION, DE DÉVALORISATION ET D'INFÉRIORISATION DE CES PERSONNES, AINSI QUE LES MOYENS DE LES CONTRER EFFICACEMENT	SAMUEL BLOUIN	3
COMITÉ CONSULTATIF DU CENTRE DE RECHERCHE POUR L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (CRISPESH)	CONSEILLER ET ORIENTER L'ÉQUIPE DE DIRECTION DU CRISPESH SUR LES PROJETS EN COURS DE DÉVELOPPEMENT, DE FAÇON À S'ASSURER DE LEUR PERTINENCE SOCIALE ; AGIR À TITRE D'INTERMÉDIAIRES ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LE CRISPESH, EN PARTICULIER POUR : SUGGÉRER DES PARTENARIATS OU DES COLLABORATIONS ET ÉVENTUELLEMENT SOUTENIR LEUR MISE EN PLACE ; DE CONTRIBUER À LA RECONNAISSANCE DU CRISPESH DANS LA COMMUNAUTÉ ET LEURS MILIEUX ET À LA DIFFUSION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE, PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES, OUTILS DE TRANSFERT, ÉVÉNEMENTS, ETC.	DANIEL DUCHARME	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE CONCERTATION ET DE COORDINATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS RELATIVEMENT AUX SERVICES DE SURVEILLANCE DES ÉLÈVES HANDICAPÉS DE 12 À 21 ANS ET AUX CAMPS DE JOUR ET CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS (OPHQ)	TROUVER DES SOLUTIONS STRUCTURANTES ET PÉRENNES AFIN DE STABILISER LES ENJEUX DE MAIN-D'ŒUVRE VÉCUS ACTUELLEMENT AU SEIN DES SERVICES DE SURVEILLANCE ET DES DIVERS CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS ET AINSI ÉVITER DES BRIS DE SERVICES AUX JEUNES HANDICAPÉS ET À LEUR FAMILLE DUREMENT TOUCHÉE PAR LES FERMETURES DE SERVICES	DANIEL DUCHARME	5
TABLE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TCI-TET)	ASSURER LA COORDINATION DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES	MATHILDE VIAU-TASSÉ	4
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DROITS DE LA PERSONNE (MRIF)	DISCUTER DES ORIENTATIONS ET DES ACTIONS QUI DEVRONT ÊTRE MENÉES, AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS CE SECTEUR D'ACTIVITÉS	TIM SEAH	1
COMITÉ DE PARTENAIRES SUR L'EXPÉRIENCE DES ÉLÈVES NOIRS AU PRÉSCOLAIRE-PRIMAIRE : COMPRENDRE LES DYNAMIQUES DE RACISME ET DE CONSTITUTION PRÉCOCE DES INÉGALITÉS, ET SOUTENIR L'AGENTIVITÉ DES ACTEURS EN VUE DE LES NEUTRALISER (UQAM)	IDENTIFIER LES FORMES QUE REVÊT LE RACISME DANS L'EXPÉRIENCE DES ÉLÈVES NOIRS AU PRÉSCOLAIRE PRIMAIRE DANS DES ÉCOLES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES AU QUÉBEC ; DOCUMENTER LES STRATÉGIES ET RESSOURCES MOBILISÉES PAR LES ÉLÈVES, LES FAMILLES, LES MEMBRES DU PERSONNEL SCOLAIRE POUR FAIRE FACE À CES DYNAMIQUES ET SOUTENIR LE POUVOIR D'AGIR (EMPOWERMENT) DE CES ACTEURS (ÉLÈVES, PARENTS, MEMBRES DU PERSONNEL SCOLAIRE), EN CONTRIBUANT, AVEC EUX, À IDENTIFIER COMMENT LES STRATÉGIES ET LES PRATIQUES LES PLUS PORTEUSES PEUVENT ÊTRE RENFORCÉES, ÉTENDUES ET DIFFUSÉES AUPRÈS DES GROUPES CONCERNÉS.	AMINA TRIKI-YAMANI	1
COMITÉ POLITIQUES, RECHERCHE ET DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE	PARTAGER DES INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN COURS ET LES ENJEUX ÉMERGENTS	TIM SEAH	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) (UNIVERSITÉ LAVAL)	LA COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) VISE À STRUCTURER LA RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX POUR FAIRE ÉMERGER UN NOUVEAU PARADIGME EN DROITS DE LA PERSONNE. CE PARTENARIAT A POUR OBJECTIF DE PROPULSER LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DANS L'ÉCOSYSTÈME JURIDIQUE POUR ACCROÎTRE LEUR INTÉGRATION ET LEUR NORMALISATION DANS LES PRATIQUES DE DROITS DE LA PERSONNE.	EVELYNE PEDNEAULT	4
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL (VILLE DE MONTRÉAL)	PARTICIPER AUX TRAVAUX SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL	EVELYNE PEDNEAULT MATHIEU FORCIER	1
PARTENARIAT DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	DRESSER UN PORTRAIT QUANTITATIF ET QUALITATIF DES PARCOURS ET DES FORMES CONTEMPORAINES D'INCLUSION/EXCLUSION SOCIALE VÉCUS PAR DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANS ET QUEERS (LGBTQ) RÉSIDANT AU QUÉBEC ET RÉALISER UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES LES CONCERNANT	SAMUEL BLOUIN	2
PARTENARIAT DE RECHERCHE SUR LA CONSTRUCTION DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC	CE PROJET A POUR OBJECTIF GÉNÉRAL DE METTRE EN LUMIÈRE ET EN RELATION LES REPRÉSENTATIONS VÉHICULÉES PAR DES MÉDIAS D'INFORMATION, LES RESPONSABLES POLITIQUES, L'OPINION PUBLIQUE ET LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AFIN DE FAIRE ÉMERGER LES PERSPECTIVES, LES DISCOURS ET LES ARGUMENTAIRES À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC.	DANIEL DUCARME	2
PROJET DE RECHERCHE SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES OBSTÉTRICALES ET GYNÉCOLOGIQUES (AUDREY FERRON PARAYRE, UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	VÉRIFIER SI LES PATIENTES ET LE PERSONNEL SOIGNANT CONNAISSENT LES DROITS, SI LES PATIENTES ONT LA CAPACITÉ DE LES FAIRE VALOIR ET COMMENT EST-CE REÇU PAR LE PERSONNEL SOIGNANT LORSQU'ELLES LE FONT ET QUELS SONT LES OBSTACLES À L'EXERCICE DE RECOURS	MATHIEU FORCIER	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
PARTENARIAT DE RECHERCHE LEXIS (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	ÉTUDIER LES CONDITIONS DE LA PARTICIPATION CITOYENNE À LA DÉFINITION DES LOIS	TIM SEAH	1
COLLABORATION À UN PROJET DE RECHERCHE SUR LES OBSTACLES À LA PARTICIPATION SOCIALE ES PERSONNES LGBTQIA+ EN SITUATION DE HANDICAP (CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL, PROJET FINANCÉ PAR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ))	LA COLLABORATION DE LA COMMISSION À CE PROJET IMPLIQUE CE QUI SUIT : PARTICIPER À LA RENCONTRE DE DÉMARRAGE DU PROJET AVEC LES PARTENAIRES ; PARTICIPER DE FAÇON PONCTUELLE AUX RENCONTRES DU COMITÉ AVISEUR SUIVANT LES SUJETS ABORDÉS ET SES POSSIBILITÉS DE CONTRIBUER AUX DISCUSSIONS, ET CE EN FONCTION DE SA MISSION, DE SES TRAVAUX ET DE SES DISPONIBILITÉS ; PARTAGER AVEC L'ÉQUIPE DE RECHERCHE UNE LISTE DE SES PUBLICATIONS PERTINENTES EN LIEN AVEC LE SUJET.	SAMUEL BLOUIN DANIEL DUCHARME	1
CONSULTATION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ)	RÉFLEXIONS ET PERSPECTIVES SUR LA LOI ASSURANT L'EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES EN VUE DE LEUR INTÉGRATION SCOLAIRE, PROFESSIONNELLE ET SOCIALE	DANIEL DUCHARME M ^E KARINA MONTMINY	1
PARTENARIAT AVEC LE COMITÉ SOCLE- COLLECTIF QUÉBÉCOIS POUR LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE (CQPI), INITIATIVE JOIGNANT LES MILIEUX ASSOCIATIFS ET UNIVERSITAIRES DONT L'UNIVERSITÉ MC GILL	CETTE INITIATIVE EST COORDONNÉE PAR LE CQPI QUI EST LE FRUIT D'UNE COLLABORATION ENTRE LA MISSION OLD BREWERY ET L'UNIVERSITÉ MC GILL. ELLE A POUR BUT DE FORMULER ET DE PROMOUVOIR DES RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES ET DE RÉFORMES JURIDIQUES EN FAVEUR DE LA PRÉVENTION DE L'ITINÉRANCE AU QUÉBEC. LA CDPDJ PARTICIPE EN TANT QU'OBSERVATRICE AFIN DE PARTAGER SON EXPERTISE PARTICULIÈRE SUR LES DROITS ET LIBERTÉS PROTÉGÉS PAR LA CHARTE QUÉBÉCOISE, TOUT EN DEMEURANT INDÉPENDANTE, CONFORMÉMENT À SA MISSION.	JEAN-SÉBASTIEN IMBEAULT M ^E EVELYNE PEDNEAULT	7

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
PARTENARIAT AVEC L'OBSERVATOIRE DES COMMUNAUTÉS NOIRES DU QUÉBEC	LA COMMISSION CONTRIBUE AU PROJET DE RECHERCHE DE L'OBSERVATOIRE PORTANT SUR LE PORTRAIT DES JEUNES DES COMMUNAUTÉS NOIRES DU QUÉBEC DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'ÉDUCATION, DE LA JUSTICE, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CULTURE. ELLE RÉVISE LES ÉCRITS DE L'OBSERVATOIRE SUR LES DEUX VOILETS, QUANTITATIF ET QUALITATIF, DE CETTE RECHERCHE. LA COMMISSION A ÉGALEMENT CONTRIBUÉ À LA PRODUCTION D'UN CAHIER DE L'OBSERVATOIRE DÉDIÉ AU PROFILAGE RACIAL ET QUI VISE À VULGARISER CE PHÉNOMÈNE.	EVELYNE PEDNEAULT AMINA TRIKI-YAMANI	4
PARTENARIAT DE RECHERCHE SUR LE CONTRÔLE DU TRAVAIL POLICIER (CRSH— UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	COLLABORER AU PROJET DE RECHERCHE CONDUIT À L'ÉCOLE DE CRIMINOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, FINANCÉ PAR LE CONSEIL DE RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES (CRSH), ET QUI PORTE SUR LA COMPRÉHENSION DU SYSTÈME DE GESTION DES DÉVIANCES POLICIÈRES AU QUÉBEC, LA COMMISSION A PLUS PARTICULIÈREMENT CONTRIBUÉ À DEUX VOILETS DE CE PROJET DE RECHERCHE, CE QUI A PERMIS À L'ÉQUIPE DE RECHERCHE : <ul style="list-style-type: none"> – DE DRESSER UN PORTRAIT DESCRIPTIF ET FACTUEL DES DOSSIERS DE PLAINTES DE LA CDPDJ QUI VISENT UN POLICIER OU UNE POLICIÈRE DANS LE CADRE DE SES FONCTIONS, DU 1ER JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2020 ; – DE MENER DES ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES VISANT À COMPRENDRE LES EXPÉRIENCES ET PERCEPTIONS DES ACTEURS QUI VIVENT UN PROCESSUS D'ENQUÊTE. 	MATHIEU FORCIER EVELYNE PEDNEAULT AMINA TRIKI-YAMANI	1
COMITÉ SCIENTIFIQUE DE LA JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR LES SOINS PALLIATIFS ET DE FIN DE VIE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES INAPTES À CONSENTIR À UN SOIN ORGANISÉ PAR L'ALLIANCE QUÉBÉCOISE DES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES (AQRIPH)	ACCOMPAGNER L'AQRIPH POUR L'ÉLABORATION DU CONTENU DE LA JOURNÉE DE RÉFLEXION.	SAMUEL BLOUIN	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPLOYEURS DES CÉGEPS, DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES	LES MEMBRES DU COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPLOYEURS SONT ISSUS DU MILIEU DE L'ÉDUCATION, SOIT DES CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES ET DES CÉGEPS RESPECTIVEMENT. IL SERT DE LIEU DE CONSULTATION, D'INFORMATION ET D'ÉCHANGES POUR MIEUX INFORMER LES ORGANISMES DES RÉSEAUX SUSMENTIONNÉS SUR LES ORIENTATIONS DE LA COMMISSION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PAÉE.	JEANNETTE MBENOUN	2
COMITÉ ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION SERVICES INCENDIES AU QUÉBEC	FAVORISER LA DIVERSITÉ DANS LES SERVICES D'INCENDIE	JEANNETTE MBENOUN	1
COMITÉ PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ POUR LES FEMMES	ÉLIMINER LA SOUS-REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRES ET CEUX DE LA HAUTE DIRECTION, LES EMPLOIS PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS MAJORITAIREMENT MASCULINS	JEANNETTE MBENOUN	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE DE L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2023-2028 (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE)	PROPOSER DES ACTIONS CONCRÈTES, OPPORTUNES ET CONCERTÉES FAVORISANT L'INCLUSION DES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE, INCLUANT LES PERSONNES INTERSEXES, ET DES MESURES POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION.	GERMAIN ROYER JULIE DUMONTIER	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL - PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2023-2028	COMITÉ DE SUIVI DES MESURES DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL COORDONNÉ PAR LE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT). LA COMMISSION POSSÈDE QUATRE MESURES DONT ELLE EST SOIT RESPONSABLE, SOIT COLLABORATRICE DANS LEUR RÉALISATION.	GERMAIN ROYER JULIE DUMONTIER	1
COMITÉ DIRECTEUR INTERINSTITUTIONNEL POUR LA PLANIFICATION D'UNE FORMATION SUR LE PROFILAGE RACIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS	PLANIFIER ET ÉLABORER UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AU PERSONNEL DES ORGANISATIONS POLICIÈRES QUI PERMETTRAIT DE : RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES, NOTAMMENT PAR LA CDPDJ, LE GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME AINSI QU'AUX PRÉOCCUPATIONS SOULEVÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE	GERMAIN ROYER	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
	<p>ACTUALISER LA PRATIQUE ET LA PRESTATION DES SERVICES POLICIERS DANS LE CADRE D'UNE SOCIÉTÉ PLURIELLE ET EN CONSTANTE TRANSFORMATION</p> <p>PROMOUVOIR UN LIEN DE CONFIANCE ENTRE LES POLICIERS ET LES COMMUNAUTÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VICTIME DE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL</p>		
<p>TABLE DE CONCERTATION SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) D'AGRICARRIÈRES</p>	<p>LA TABLE DE CONCERTATION VISE À RÉPONDRE À CES OBJECTIFS :</p> <p>CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET LA PROMOTION DES CONDITIONS GLOBALES DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES ET DES EMPLOYEURS AGRICOLES</p> <p>OPTIMISER LA COHÉRENCE ET L'EFFICIENCE DES SERVICES ET DES CONTRÔLES</p> <p>ÉTABLIR DE MEILLEURES COMMUNICATIONS ENTRE TOUS LES INTERVENANTS</p> <p>ASSURER UNE ACTUALISATION CONSTANTE DES PROGRAMMES SELON LES ENJEUX</p> <p>ÊTRE PROACTIF DANS LA RÉFLEXION DE SOLUTIONS PERTINENTES ET CONCRÈTES</p>	<p>SIMON CÔTÉ-DESJARDINS CATHERINE VERMETTE</p>	<p>2</p>
<p>GROUPE DE TRAVAIL SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (GT – TCI-TET)</p>	<p>COMITÉ PERMANENT QUI SERA MOBILISÉ LORSQUE DES SITUATIONS QUI PRÉSENTENT DES RISQUES GRAVES ET IMMÉDIATS POUVANT COMPROMETTRE L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES ET QUI DÉPASSENT SON CADRE D'INTERVENTION.</p> <p>LE COMITÉ A POUR OBJECTIF DE FACILITER LA PRISE EN CHARGE RAPIDE DES CAS QUI REQUIÈRENT DES ACTIONS IMMÉDIATES ET CONCERTÉES DE LA PART DE PLUSIEURS MINISTÈRES OU ORGANISMES ET EN CONCORDANCE AVEC LES PROCESSUS DE SIGNALEMENT DÉJÀ ÉTABLIS DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ.</p>	<p>SIMON CÔTÉ-DESJARDINS</p>	<p>4</p>

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COALITION CONTRE LA HAINE	TABLE DE CONCERTATION MULTISECTORIELLE QUI RÉUNIT DES ORGANISMES PRÉOCCUPÉS PAR LES ENJEUX ENTOURANT LA HAINE AU QUÉBEC ET QUI PROVIENNENT DE MILIEUX DIVERS : COMMUNAUTAIRE, SECTEURS DE LA JUSTICE, SÉCURITÉ PUBLIQUE, SANTÉ, SERVICES SOCIAUX, SECTEUR PRIVÉ, ETC.	SABINE MONPIERRE	5
GROUPE DE RECHERCHE EN INTERCULTURELLE	LE GROUPE DE RECHERCHE A POUR OBJECTIF DE: OFFRIR DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE FORMATION EN INTERCULTUREL CERNER LES ENJEUX ÉTHIQUES PAR RAPPORT À LA FORMATION ET SUR L'AUTORÉFLEXIVITÉ OUTILLER LES FORMATEURS EN INTERCULTUREL OFFRIR DES OUTILS POUR ÉVALUER L'IMPACT DES FORMATIONS DIRIGER LES FORMATEURS ET FUTURS FORMATEURS DANS LA MISE EN PLACE D'UNE FORMATION ÉQUILIBRÉE	SABINE MONPIERRE	5
COMITÉ DE TRAVAIL FORMATION PROFILAGE RACIAL	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL AYANT POUR MANDAT D'ÉTABLIR LES OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES, LA MATRICE, LE CONCEPT ET LE CONTENU D'UNE FORMATION DE 10 HEURES SUR LE PROFILAGE RACIAL	GERMAIN ROYER	22
COMITÉ DES RELATIONS ENTRE INSPECTEURS ET CITOYENS-SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES RESPONSABLES DE LA STM SUR LES BESOINS ET LES PRÉOCCUPATIONS DE LA COLLECTIVITÉ, PARTICULIÈREMENT LES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS/ENRICHIR LA PRISE DE DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA) ET DES DIRECTIONS CONCERNÉES SUR LES DOSSIERS ET LES QUESTIONS EN LIEN AVEC LES INSPECTEURS, LEUR RÔLE, LEUR SERVICE ET LEUR RAPPORT AVEC LA COMMUNAUTÉ.	MARIE-IRIS LÉGARÉ	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2022-2027	ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL	CATHERINE VERMETTE	2
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – CENTRE DU QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES - LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – GASPÉSIE-ESTRIE – CAPITALE NATIONALE – LAVAL-SAGUENAY LAC ST-JEAN	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6 (LOI VISANT À LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS ET TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ).	CATHERINE VERMETTE, GERMAIN ROYER	20
COMITÉ DE TRAVAIL POUR L'ADAPTATION DE MYTHES ET RÉALITÉ SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES	ADAPTER L'OUVRAGE MYTHES ET RÉALITÉS POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES EN PLATEFORME WEB INTERACTIVE. (SIÈGENT SUR CE COMITÉ, L'INSTITUT THSAKAPESH, UNE PROFESSEURE DE L'UQAT, DES REPRÉSENTANTS DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET UNE FIRME EXTERNE EN DESIGN INTERACTIF.)	SÉBASTIEN OTIS	7
COMITÉ DE RÉFLEXION SUR LA CERTIFICATION DES CHIENS D'ASSISTANCE	PILOTÉ PAR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ). CE COMITÉ CONSISTE À PRÉPARER UN DOCUMENT D'ÉTUDE SUR LA CERTIFICATION DES CHIENS-GUIDES ET D'ASSISTANCE POUR LE QUÉBEC.	MAKRAM TAHARI MARIE-IRIS LÉGARÉ	8
TABLE DE CONCERTATION SUR LES RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS (MIFI)	PROMOUVOIR LES DROITS DES RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS NOTAMMENT EN MILIEU DE TRAVAIL. CONTRIBUER À L'OFFRE DE FORMATION SUR LE RACISME EN EMPLOI ET À LA RÉDACTION D'UN GUIDE SUR L'INCLUSION EN MILIEU DE TRAVAIL.	MAKRAM TAHARI	6

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2024-2025
COMITÉ CONTRE LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS DE L'INSTANCE DE CONCERTATION EN IMMIGRATION DE SHERBROOKE	<p>PRODUIRE ET PARTAGER LA RECHERCHE ET LA DOCUMENTATION EN LIEN AVEC LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS.</p> <p>INFORMER LES INSTITUTIONS (EN SANTÉ, ÉDUCATION, EMPLOYABILITÉ ET LOGEMENT), ET NOTAMMENT LA VILLE DE SHERBROOKE, SUR LES ENJEUX EN LIEN AVEC LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS POUR INFLUENCER LEURS ACTIONS ET LEURS DÉCISIONS.</p> <p>CONTRIBUER À LA MISE EN PLACE D' ACTIONS EN LIEN AVEC LE RACISME ET LES DISCRIMINATIONS DANS LES INSTITUTIONS.</p>	VALÉRIE TOUPIN DELAFONTAINE	4
TABLE RÉGIONALE MALTRAITANCE AÎNÉES SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	<p>FAVORISER LA CIRCULATION D'INFORMATION SUR LA LOI DE LA LUTTE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS ET TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ;</p> <p>PROMOUVOIR LES PRATIQUES BIEN TRAITANTES;</p> <p>ÉCHANGER AVEC DE NOS PARTENAIRES SUR NOS RÉUSSITES ET NOS BESOINS;</p>	JEANNIE TREMBLAY	3

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PQ

Étude des crédits 2025-2026

Question 39

LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2024-2025 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2025-2026 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFÉ;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE 800, SQUARE VICTORIA, #720 C.P. 156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	300 \$/H	AVRIL 2024 À JANVIER 2025	SERVICES-CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL	25 982 \$
NOËL ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L. 111, RUE CHAMPLAIN GATINEAU, QC, J8X 3R1	300 \$/H	AVRIL 2024 À NOVEMBRE 2024	CORRESPONDANT DE LA COMMISSION DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA	6 287 \$
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C.L 4, PLACE VILLE- MARIE, BUREAU 600, MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300 \$/H	AOÛT 2024 À JANVIER 2025	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION	19 176 \$
TOTAL DES HONORAIRES				51 445 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PQ

Étude des crédits 2025-2026

Question **158**

STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2024-2025. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉS OÙ SE SÉRAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE/ BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	NP/NA*	TOTAL 2024-2025 31 JANVIER	TOTAL 2023-2024 29 FÉVRIER
ÂGE	46	15	15	4	2		82	80
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	54	1	1		1		57	50
CONDITIONS SOCIALES	10	27	11	3	9		60	51
CONVICTIONS POLITIQUES	6		4	4	2		16	6
ÉTAT CIVIL	11	8	4	1	3		27	29
EXPLOITATION	1	2	3		455	2	463	391
GROSSESSE	32	1	3	1			37	36
HANDICAP	175	31	109	107	17		439	376
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	13	2	9			1	25	22
LANGUE	19	2	6		3		30	33
ORIENTATION SEXUELLE	10	3	5	3	6		27	22
RACE / COULEUR /ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	121	35	91	28	103	2	380	310
RELIGION	15	1	4	1	9		30	24
SEXE	43	3	12	4	5		67	51
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	11	3	3	3	4	751	775	588
TOTAL	567	134	280	159	619	756	2515	2069
% 2024-2025	23%	5%	11%	6%	25%	30%	100%	100%
% 2023-2024	23%	4%	15%	5%	25%	28%	100%	100%

*LE MOTIF ET LE SECTEUR N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS.

ON CONSTATE UNE AUGMENTATION DE 22% DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN COMPARAISON À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE NOMBRE PASSANT DE 2069 À 2515.

À NOUVEAU CETTE ANNÉE, ON ENREGISTRE UNE AUGMENTATION DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS EN MATIÈRE D'EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES, AVEC 18% DE PLUS QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LES 3 MOTIFS PRÉDOMINANTS DANS LES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DONT LE MOTIF EST PRÉCISÉ SONT: LES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS EN EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES (27%), LE HANDICAP (25%) ET RACE/COULEUR/ ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE (22%). LE SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE QUANT À LUI 23% DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET REPRÉSENTE 33% SUR LES PLAINTES CATÉGORISÉES.

L'AUGMENTATION DES PLAINTES SE SITUE PRINCIPALEMENT DANS LES SECTEURS DES ACCÈS AUX TRANSPORTS ET AUX LIEUX PUBLICS AVEC UNE AUGMENTATION DE 66% COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, ET LE SECTEUR DU LOGEMENT AVEC UNE AUGMENTATION DE 54%.

DANS LE PREMIER SECTEUR, C'EST LE MOTIF DU HANDICAP, OU MOYEN POUR PALLIER LE HANDICAP QUI TIENT LA PLUS GRANDE PROPORTION AVEC 67%. DANS LE SECOND, CE SONT LES MOTIFS LIÉS AU RACISME (RACE/COULEUR/ORIGINE) ET LE MOTIF DU HANDICAP QUI REPRÉSENTENT 26% ET 23% RESPECTIVEMENT.

PLAINTES CHARTE ET DÉNONCIATIONS PAR RÉGION

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2024-2025 31 JANVIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	26
BAS-SAINT-LAURENT	24
CAPITALE NATIONALE	123
CENTRE-DU-QUÉBEC	41
CHAUDIÈRE-APPALACHES	53
CÔTE-NORD	13
ESTRIE	97
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	24
LANAUDIÈRE	92
LAURENTIDES	123
LAVAL	117
MAURICIE	53
MONTÉRÉGIE	280
MONTRÉAL	672
NORD-DU-QUÉBEC	5
OUTAOUAIS	81
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	37
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	654
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	2515

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2024-2025 31 JANVIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11
BAS-SAINT-LAURENT	16
CAPITALE NATIONALE	66
CENTRE-DU-QUÉBEC	23
CHAUDIÈRE-APPALACHES	29
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	62
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12
LANAUDIÈRE	58
LAURENTIDES	76
LAVAL	67
MAURICIE	27
MONTÉRÉGIE	164
MONTRÉAL	307
NORD-DU-QUÉBEC	3
OUTAOUAIS	41
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	17
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	34
TOTAL DOSSIERS OUVERTS	1015

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2024-2025 31 JANVIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	30
BAS-SAINT-LAURENT	26
CAPITALE NATIONALE	164
CENTRE-DU-QUÉBEC	45
CHAUDIÈRE-APPALACHES	60
CÔTE-NORD	10
ESTRIE	103
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	27
LANAUDIÈRE	108
LAURENTIDES	150
LAVAL	125
MAURICIE	54
MONTÉRÉGIE	320
MONTRÉAL	753
NORD-DU-QUÉBEC	6
OUTAOUAIS	87
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	46
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	331
TOTAL DOSSIERS FERMÉS	2445

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

AUGMENTATION DE 23% DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2024-2025 31 JANVIER
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	29
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	5
TOTAL	34

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES, SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D'UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU À LA SUITE D'UNE DÉNONCIATION FAITES PAR UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L'ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A REÇU 463 DEMANDES D'ENQUÊTE VISANT UNE POSSIBLE SITUATION D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES. DE CE NOMBRE, ELLE A OUVERT 34 ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, SOIT UNE AUGMENTATION DE 100% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. À CELA S'AJOUTE 21 ENQUÊTES OUVERTES À LA SUITE DE LA RÉCEPTION D'UNE PLAINTÉ POUR CE MÊME MOTIF.

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D'INSTANCE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 31 JANVIER 2025 EST DE 31. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 55 ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2024 AU 31 JANVIER 2025.

NOMBRE DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2024-2025 31 JANVIER
ÂGE	1
EXPLOITATION PERSONNES ÂGÉES	1
GROSSESSE	2
HANDICAP	202
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	2
LANGUE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	3
RELIGION	3
SEXE	1
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS	8
TOTAL	223

AU 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A REÇU 223 PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE, SOIT 39% DE PLUS QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

Question **159**

LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2024-2025, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

1. SUIVI EN COURS
2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

MÉMOIRE AU COMITÉ DE SAGES SUR L'IDENTITÉ DE GENRE DEMANDE ENVOI LE 20 JUIN 2024 MINISTÈRE DE LA FAMILLE	1
BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT PORTANT SUR LES SERVICES DE PROTECTION DE LA JEUNESSE AU NUNAVIK INITIATIVE ENVOI LE 14 MAI 2024 MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTÈRE DE LA JUSTICE RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU NUNAVIK CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA CENTRE DE SANTÉ INUUL COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK ILISARNILIRINIQ OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION KATIVIK L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK	1
MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI NO 56, <i>LOI PORTANT SUR LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE ET INSTITUANT LE RÉGIME D'UNION PARENTALE</i> INITIATIVE ENVOI LE 17 MAI 2024 MÉMOIRE A LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	2
LETTRÉ AYANT POUR OBJET LE PROJET DE REGLEMENT MODIFIANT LE REGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES INITIATIVE ENVOI LE 9 AOUT 2024 MINISTRE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	2
LETTRÉ AYANT POUR OBJET L'ADAPTATION DES SERVICES ÉDUCATIFS DANS LES PROGRAMMES DE FORMATION AXÉE SUR L'EMPLOI (FPT-FMSS) INITIATIVE ENVOI LE 7 OCTOBRE 2024 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION	2
LETTRÉ AYANT POUR OBJET LES COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS SUR LE PROJET DE LOI N° 71, <i>LOI VISANT À AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES ET À SIMPLIFIER LE RÉGIME D'ASSISTANCE SOCIALE</i> INITIATIVE ENVOI LE 15 OCTOBRE 2024 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	3
LETTRÉ AYANT POUR OBJET LES COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE LOI N° 74, <i>LOI VISANT PRINCIPALEMENT À AMÉLIORER L'ENCADREMENT RELATIF AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS</i> INITIATIVE ENVOI LE 15 NOVEMBRE 2024 MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION	3
MÉMOIRE AU MINISTÈRE DE LA FAMILLE PORTANT SUR LES CONSULTATIONS - ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION ET LA CYBERINTIMIDATION DEMANDE ENVOI LE 29 NOVEMBRE 2024 MINISTÈRE DE LA FAMILLE PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE	1

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS :

	RÉMUNÉRATION		FONCTIONNEMENT
	PROFESSIONNELS	EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU	
NOMBRE ETC UTILISÉS	1	0,123	
ETC TOTAL DES EFFECTIFS RECHERCHE	10	3	
POURCENTAGE	11 %	4,1 %	
RÉMUNÉRATION RCH COMPLÈTE	911 658 \$	130 626 \$	*
RÉMUNÉRATION (SELON NOMBRE ETC...)	100 315 \$	5399 \$	
RÉMUNÉRATION TOTALE CDPDJ	15 540 323 \$	15 540 323	*
POURCENTAGE	0,6 %	0 %	
FRAIS DE DÉPLACEMENT			1 469.\$
FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ			79 129 \$
POURCENTAGE			1,9 %
TOTAL DES DÉPENSES RCH (UTILISÉ)			107 183 \$
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ			18 496 870 \$
POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL CDPDJ			0,6 %

* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR

Question **160**

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	7559
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	472
SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET DE LA PROMOTION DES DROITS*	164
TOTAL	8195

*CE CHIFFRE CORRESPOND À LA DONNÉE INTITULÉE « DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE » POUR L'ANNÉE 2023-2024. DÙ À UN CHANGEMENT DE SYSTÈME, CETTE DONNÉE N'EST PLUS DISPONIBLE.

1. LES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS EN CHARTE

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES ET DÉNONCIATIONS CHARTE	2515

CONCERNE LES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES AFIN D'EN DÉTERMINER LA RECEVABILITÉ.

ON CONSTATE POUR UNE TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE UNE AUGMENTATION DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION, AVEC UNE HAUSSE DE 22% COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, POUR LA PÉRIODE DU 01 AVRIL 2024 AU 31 JANVIER 2025.

2. DOSSIERS OUVERTS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS	1015

UNE FOIS L'ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ COMPLÉTÉE, LES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE OU D'UNE INTERVENTION EN PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION. LES DONNÉES, AU 31 JANVIER 2025 INDIQUE UNE DIFFÉRENCE DE 10 DOSSIERS DE MOINS COMPARATIVEMENT À LA PÉRIODE PRÉCÉDENTE ALLANT JUSQU'AU 29 FÉVRIER 2024.

À NOTER QUE LES DOSSIERS OUVERTS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS REÇUES DURANT LA MÊME ANNÉE DE RÉFÉRENCE.

3. DOSSIERS FERMÉS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS	2445

CONCERNE LE TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES ET NON SEULEMENT DES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D'UNE DÉCISION.

AU 31 JANVIER 2025, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2024-2025 EN COURS, A AUGMENTÉ DE 23%.

4. LES DÉLAIS

SANS JUDICIARISATION	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT (EN JOURS) TOUTES PLAINTES	213
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTES (EN JOURS)	403

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT À PARTIR DE TOUS LES DOSSIERS DE PLAINTES ET DÉNONCIATIONS TRAITÉS ET FINALISÉS PENDANT LA PÉRIODE VISÉE, DE LA DATE DE RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ OU DE LA DÉNONCIATION JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER EST FERMÉ.

SONT EXCLUS DU CALCUL LES DOSSIERS ÉTANT PASSÉ PAR L'ÉTAPE DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER PUISQUE LE CONTRÔLE DU DOSSIER N'EST PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION, UNE FOIS LA DÉCISION RENDUE.

LES DÉLAIS DE TRAITEMENT ONT DIMINUÉ PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, ET CE MALGRÉ L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE PLAINTES ET DE DÉNONCIATIONS. EN EFFET, LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS POUR L'ENSEMBLE DES PLAINTES A DIMINUÉ DE 42 JOURS CALENDRIER ET CELUI DES DOSSIERS D'ENQUÊTE A DIMINUÉ DE 81 JOURS CALENDRIER.

Question **161**

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2024, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI* À CE JOUR.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CEDRICO INC.
MÉDISOLUTION (2009) INC.
PG SOLUTIONS INC.

TOTAL : 3

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CHARL-POL INC.
FERNAND GILBERT LTÉE
INTER-CITÉ CONSTRUCTION LTÉE
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN
STAS INC.
TRANSPORT DOUCET ET FILS MISTASSINI INC.
TRANSPORT F. GILBERT LTÉE

TOTAL : 7

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

9484-0857 QUÉBEC INC.
ALITHYA CANADA INC.
ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.
BENEVA INC.
BÉTON PROVINCIAL LTÉE
BRANDT TRACTOR LTD.
CAIN LAMARRE, S.E.N.C.R.L.
CAN-EXPLORE INC.
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
CONSTRUCTION ET PAVAGE PORTNEUF INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
CPU SERVICE D'ORDINATEUR INC.
DESCHAMPS IMPRESSION INC.
DUVALTEX (CANADA) INC.
ENGLOBE CORP.
EUROFINS ENVIRONEX
EXFO INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
IA GROUPE FINANCIER
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
ITI INC.
ITI PLACEMENT RESSOURCES INC.
JULIEN INC.
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.
LAROCHELLE GROUPE CONSEIL INC.
LES ENTREPRISES JACQUES DUFOR & FILS INC.
LES SERVICES CONSEILS SYSTEMATIX INC.
LES SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC.
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MARKETING LÉGER INC.
MCKINNON
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE
MICROSOFT CANADA INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NCR CANADA LTÉE
NORDA STELO INC.
PROCOM QUÉBEC INC.
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON
SOLOTECH INC.

SOLUTIONS PETAL INC.
TECHNOCONSEIL (TC) INC.
TRANSITIONS SERVICES CONSEILS INC.
VILLAGE VACANCES VALCARTIER

TOTAL : 44

RA04 : MAURICIE

9066-7353 QUÉBEC INC.
CANADEL INC.
CONCEPT ÉCO-PLEIN-AIR LE BALUCHON INC.
CONSTRUCTION ET PAVAGE BOISVERT INC.
DUCHESNE & FILS LTÉE
ELLIPSE ASSURANCES
PLURITEC LTÉE
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.
SERVICES MÉNAGERS TRIFLUVIENS INC.
SIGNALÉTIK INC.
TROIS-RIVIÈRES LOCATION INC.

TOTAL : 11

RA05 : ESTRIE

9477-7604 QUÉBEC INC.
FROMAGES LA CHAUDIÈRE INC.
L. P. ROYER INC.
LES PLACEMENTS MICHEL MAYRAND INC.
SIGNALISATION DES CANTONS INC.

TOTAL : 5

RA06 : MONTRÉAL

9312-5581 QUÉBEC INC.
ACCENTURE INC.
ACCEO SOLUTIONS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
AINSWORTH INC.
ARCHITECTURE EVOQ INC.
ARTELIA CANADA INC.
ASTEK CANADA INC.
ATKINSRÉALIS CANADA INC.
BDO CANADA S.R.L./S.E.N.C.R.L.
BITUMAR INC.
CENTRE INVESTIGATION & SÉCURITÉ CANADA INC.
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
COFOMO INC.
COMPUGEN INC.
DELOITTE INC.
DOMTAR INC.
ÉNERGIR S.E.C.
EQUIFAX CANADA CO.
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ERNST & YOUNG S.R.L./S.E.N.C.R.L.
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L.
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GOODWILL RENAISSANCE QUÉBEC
GROUPE COLAS QUÉBEC INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
IBM CANADA LIMITÉE
INSO
KPMG
LA CIE ÉLECTRIQUE BRITTON LTÉE
LACTALIS CANADA INC.
LAVERY, DE BILLY, SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
LES YMCA DU QUÉBEC
LGI SOLUTIONS SANTÉ INC.
MARSH CANADA LIMITÉE
MEDFAR INTERNATIONAL INC.
MEDTRONIC CANADA ULC
MERCK CANADA INC.

MICHAEL ROSSY LTÉE
MOORE CANADA CORPORATION
MPB COMMUNICATIONS INC.
NORMANDIN BEAUDRY, ACTUAIRES CONSEIL INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
QUÉBÉCOR MÉDIA INC.
RAYMOND CHABOT GRANT THORTON & CIE S.E.N.C.R.L.
RAYMOND LANCTÔT LTÉE
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SGS CANADA INC.
SID LEE INC.
SIGNALISATION GARDAWORLD S.E.N.C.
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC.
SOFTCHOICE LP
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSTRA CANADA INC.
TELUS HEALTH CANADA LTD
TETRA TECH QI INC.
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
WSP CANADA INC.
XEROX CANADA LTÉE

TOTAL : 62

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

121352 CANADA INC. (TECHNOSUB)
BEN DESHAIES INC.
CONSTRUCTION NORASCON INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.

TOTAL : 6

RA09 : CÔTE-NORD

CONSTRUCTION POLARIS CMM INC.
INDUSTRIES AMNOR INC.

TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

LELIÈVRE, LELIÈVRE ET LEMOIGNAN LTÉE
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL LTÉE, DIV. MINES SELEINE

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

ALLEN ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.
BIBBY STE-CROIX
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
COOP AVANTIS
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ÉQUIPEMENTS FRONTMATEC INC.
GARAGA INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL NORTH AMERICA INC.
LES ÉQUIPEMENTS D'ÉRABLIÈRE C.D.L. INC.
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.
LES INDUSTRIES DE LA RIVE-SUD LTÉE
MAIBEC INC.
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MARQUIS IMPRIMEUR INC.
MONTEL INC.
NUTECH INC.
PRECICOM TECHNOLOGIES INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON INC.

TOTAL : 21

RA13 : LAVAL

CIMA+ S.E.N.C.
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.
GLENCORE CANADA CORPORATION
GROUPE CONTANT INC.
IGF AXIOM INC.
SERVICES INFRASPEC INC.
SONEPAR CANADA INC.

TOTAL : 7**RA14 : LANAUDIÈRE**

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
LES SERVICES EXP INC.
NANUK PROTECTION D'ÉQUIPEMENT INC.
NOUVEAU MONDE GRAPHITE
TELTECH SIGNALISATION INC.
TRIOTECH AMUSEMENT INC.

TOTAL : 6**RA15 : LAURENTIDES**

CONSORTIUM DUROKING-NEPVEU
LES SOMMETS DE LA VALLÉE INC.
SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.
STATION MONT-TREMBLANT SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
TEXTRON CANADA LIMITÉE / DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON

TOTAL : 5**RA16 : MONTÉRÉGIE**

9363-9888 QUÉBEC INC. (SANIVAC)
ADS SIGNALISATION INC.
AGROPUR COOPÉRATIVE
AIRBOSS DÉFENSE GROUPE
BALNÉA INC.
BÉTON BRUNET LTÉE
CAMIONS EXCELLENCE PETERBILT INC.
CONSTRUCTION DJL INC.
CULTURES GEN V INC.
ÉTIQUETTES PROFFECTA INC.
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE ABS INC.
GROUPE CAMBLI INC.
GROUPE CIVITAS INC.
GROUPE COLABOR INC.
GROUPE LACASSE INC.
INFRASTRUCTEL INC.
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT
LES CARRIÈRES DE SAINT-DOMINIQUE LTÉE
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
LOISELLE INC.
PAVAGES MASKA INC.
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
SKI BROMONT.COM INC.
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
SOLENO INC.
TECH-MIX, DIVISION DE BAUVAL INC.
UNI-SELECT INC.
YVES ROCHER AMÉRIQUE DU NORD INC.

TOTAL : 30**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

EXCAVATIONS TOURIGNY INC.
INDUSTRIES MACHINEX INC.
LES PRODUITS INDUSTRIELS DE HAUTE TEMPÉRATURE PYROTEK INC.
MÉTALUS INC.
SOPREMA INC.

TOTAL : 5**GRAND TOTAL : 216**

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS
ASSUJETTIS À LA LOI

ÉDUCATION - CÉGEPs

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA

TOTAL : 4

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

CÉGEP DE SAINTE-FOY
CÉGEP LIMOILOU
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER- GARNEAU

TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE

CÉGEP DE SHAWINIGAN
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE

TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

CÉGEP HERITAGE COLLEGE
COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS
CÉGEP DE THETFORD

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL
COLLÈGE MONTMORENCY

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CÉGEP DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES
CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP DE VALLEYFIELD
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2

ÉDUCATION – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENTS PRIVÉS

RA03 : CAPITALE NATIONALE
CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE MÉRICI
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE
COLLÈGE LAFLÈCHE

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS

COLLÈGE MARIE DE FRANCE
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-ANNE
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
LES ÉCOLES AZRIELI TALMUD TORAH | HERZLIAH
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
VILLA MARIA

TOTAL : 22

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
COLLÈGE DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
COLLÈGE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

TOTAL : 4

ÉDUCATION – CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON

TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU CŒUR-DES-VALLÉES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA

TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL

TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ÎLES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

TOTAL : 4

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEUCE-ETCHEMIN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

TOTAL : 4

RA13 : LAVAL

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

TOTAL : 5

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES

TOTAL : 3

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

TOTAL : 1

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES
POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL

TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

MUNICIPALITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
VILLE D'ALMA
VILLE DE DOLBEAU-MISTASSINI
VILLE DE SAGUENAY

TOTAL : 3

RA03 : CAPITALE-NATIONALE
VILLE DE PONT-ROUGE
VILLE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE
VILLE DE LA TUQUE
VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE
VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL
VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT

TOTAL : 10

RA07 : OUTAOUAIS

VILLE DE GATINEAU

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR

TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD

VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

VILLE DE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE L'ASSOMPTION
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE

TOTAL : 5

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MIRABEL
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE MONT-TREMBLANT
VILLE DE ROSEMÈRE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE

TOTAL : 10

RA16 : MONTÉRÉGIE

VILLE DE BEAUHARNOIS
VILLE DE BELOEIL
VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CANDIAC
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LA PRAIRIE
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE MERCIER
VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE
VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SAINT-LAZARE
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VARENNES
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

TOTAL : 22**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

VILLE DE BÉCANCOUR
VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIANVILLE

TOTAL : 3**RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE ET SÛRETÉ DU QUÉBEC****RA06 : MONTRÉAL**

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

TOTAL : 1**RA15 : LAURENTIDES**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

TOTAL : 1**RA16 : MONTÉRÉGIE**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU-SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

TOTAL : 2**RÉGIES INTERMUNICIPALES D'INCENDIE****RA16 : MONTÉRÉGIE**

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU

TOTAL : 1**RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX****RA03 : CAPITALE-NATIONALE**

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.
SANTÉ QUÉBEC

TOTAL : 3**RA06 : MONTRÉAL**

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE LE CARDINAL INC.
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BAYVIEW INC.
CHSLD BOURGET INC.

CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-ST-CHARLES
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SŒURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
RÉSIDENCE ANGELICA
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE
VILLA MÉDICA INC.

TOTAL : 16

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.

TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC. (GROUPE SANTÉ ARBEC)
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CHSLD ARGYLE INC., LES ÉCLUSES ST-LAMBERT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY

TOTAL : 1

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE

TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES :

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

TOTAL : 1**SOCIÉTÉS D'ÉTAT****RA03 : CAPITALE-NATIONALE**

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC (SÉPAQ)
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

TOTAL : 9**RA06 : MONTRÉAL**

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
EXO - OPÉRATEUR DE TRANSPORT
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC - CRIQ
PARC OLYMPIQUE
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS
SOQUIJ

TOTAL : 18**RA16 : MONTÉRÉGIE**

CDMV INC.

TOTAL : 1**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

TOTAL : 1**GRAND TOTAL : 316**

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **316** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

AU 31 JANVIER 2025		ÉDUCATION																							
		TOTAL DES ORGANISMES		CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGEPS		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE ET SÛRETÉ DU QUÉBEC		RÉGIE INTERMUNICIPALE D'INCENDIE		RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX			
TOTAL		316		70		39		48		19		29		72		8		4		1		26			
ÉTAPES DES PROGRAMMES (PAÉE)	NBRE		%		NBR E		%		NBRE		%		NBRE		%		NBR E		%		NBRE		%		
	ANALYSE DES EFFECTIFS	1	0.3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	1.4%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	%
	ÉLABORATION	3	0.9%	0	0%	1	2.6%	0	0%	0	0%	1	3.4%	1	1.4%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	%
	IMPLANTATION 1	19	6%	0	0%	1	2.6%	0	0%	0	0%	2	6.9%	15	20.8%	0	0%	0	0%	1	100%	0	%		
	IMPLANTATION 2	5	1.6%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	3.4%	0	0%	2	25%	0	0%	0	0%	0	0%	2	7.7%
	IMPLANTATION 3	40	12.7%	0	0%	3	7.7%	0	0%	0	0%	6	20.7%	4	5.6%	0	0%	3	75%	0	0%	24	92.3%		
	IMPLANTATION 4	244	77.2%	69	98.6%	31	79.5%	48	100%	19	100%	19	65.5%	51	70.8%	6	75%	1	25%	0	0%	0	0%	0	0%
	IMPLANTATION 5	1	0.3%	1	1.4%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
	MAINTIEN	3	0.9%	0	0%	3	7.7%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%

Question **162**

ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

56 SÉANCES DE FORMATION OU D'INFORMATION ABORDANT EN TOUT OU EN PARTIE LE RACISME ET LE LOGEMENT ONT ÉTÉ OFFERTES ET ONT REJOINT **1348** PERSONNES.

	NOMBRE DE FORMATIONS DISPENSÉES	NOMBRE DE PERSONNES
TOTAL	56	1 348
MONTRÉAL	15	381
LAVAL	0	0
CAPITALE NATIONALE	7	135
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	30
MONTÉRÉGIE	5	119
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2	65
CHAUDIÈRE-APPALACHES	6	90
BAS SAINT-LAURENT	0	0
ESTRIE	5	79
MAURICIE	5	63
ABITIBI	0	0
LAURENTIDES	2	180
LANAUDIÈRE	3	45
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	12
MULTIPLES RÉGIONS	4	149

DIVERSES PUBLICATIONS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ONT ÉTÉ FAITES EN LIEN AVEC LA DISCRIMINATION DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT:

- o UNE COURTE VIDÉO EN AVRIL 2024, SOIT AVANT LE RENOUVELLEMENT DES BAUX, PORTANT SUR LE RACISME DANS LE LOGEMENT
- o UNE PUBLICATION EN JUILLET 2024 AFIN DE PROMOUVOIR LA FOIRE AUX QUESTIONS DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE LA COMMISSION PORTANT SUR LE LOGEMENT
- o UNE PUBLICATION EN JANVIER 2025 SUR LA FORMATION OFFERTE PAR LA COMMISSION AU GRAND-PUBLIC SUR LE DROIT AU LOGEMENT

L'AIDE-MÉMOIRE POUR LES LOCATAIRES ET CELUI POUR LES LOCATEURS SONT TOUJOURS DISPONIBLES SUR NOTRE SITE INTERNET.

Question **163**

PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDIQUER LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES AU SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE POUR MOTIF RELIGION

LA COMMISSION NE TRAITE PAS DE DEMANDES D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. ELLE OFFRE UN SERVICE-CONSEIL POUR ACCOMPAGNER LES EMPLOYEURS ET LES PRESTATAIRES DE SERVICES QUI REÇOIVENT DES DEMANDES DE LA PART DE LEUR PERSONNEL, DE LEURS CLIENTS OU DE LEURS USAGERS. CE SONT CES DERNIERS QUI DOIVENT TRAITER LES DEMANDES QU'ILS REÇOIVENT EN RESPECT DE LA CHARTE. LES TABLEAUX SUIVANTS PORTENT SUR LES DEMANDES REÇUES AU SERVICE CONSEIL EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE QUI CONCERNAIENT LE MOTIF RELIGION. LES EMPLOYEURS ET LES PRESTATAIRES DE SERVICES SONT PAR LA SUITE LIBRES DE SUIVRE OU NON LES CONSEILS DE LA COMMISSION DANS LA RECHERCHE DE LEURS PROPRE RÉPONSES AUX DEMANDES QU'ILS REÇOIVENT.

ANNÉE	NOMBRE DE DEMANDES POUR MOTIF RELIGION	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT(JOURS)
2020-2021	8	37
2021-2022	14	31
2022-2023	9	6
2023-2024	13	7
2024-2025 (31 JAN)	13	8
TOTAL	57	17

RÉPARTITION DES DEMANDES SELON LA RELIGION

RELIGION	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025 (31 JAN.)	TOTAL GÉNÉRAL
AUCUNE RELIGION			1			1
JUIVE		1				1
MUSULMANE	4	7	2	1		14
NON PRÉCISÉ	4	5	6	12	13	40
SIKH		1				1
TOTAL GÉNÉRAL	8	14	9	13	13	57

LA LISTE DES DEMANDES POUR 2024-2025, INCLUANT LES MOTIFS ET LES DATES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DE LA DEMANDE, EST PRÉSENTÉE AU TABLEAU SUIVANT.

STATUT	DESCRIPTEUR	MOTIF DE FERMETURE 1	MOTIF DE FERMETURE 2	DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE	DATE DE FERMETURE
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	EN DÉSACCORD AVEC LES RECOMMANDATIONS	\N	03/04/2024	05/04/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	09/04/2024	10/04/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	\N	17/04/2024	01/05/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	\N	07/05/2024	14/05/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	\N	\N	03/06/2024	11/06/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	\N	14/08/2024	04/09/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	\N	05/09/2024	10/09/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	SANS OBJET, NE S'APPLIQUE PLUS, CONTEXTE DIFFÉRENT	\N	09/09/2024	24/09/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	\N	10/10/2024	21/10/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	\N	09/09/2024	17/09/2024
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	\N	20/01/2025	22/01/2025
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	\N	27/01/2025	27/01/2025
FERMÉ	DISCRIMINATION / RELIGION	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	\N	17/01/2025	17/01/2025

Question **164**

DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

Question **165**

NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2024-2025.
NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D'INTERVENTION EN JEUNESSE

MOTIFS D'INSATISFACTION	2024-2025 (31 JAN)
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	79
DÉCISION PRISE DANS L'INTÉRÊT DE L'ENFANT	84
DPJ	0
ENTENT PROVISOIRE	0
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	60
ÉVALUATION ET ORIENTATION	22
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	2
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	0
LSJPA SERVICES SOCIAUX	5
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	8
MILIEU SUBSTITUT	74
ORDONNANCE	40
SERVICES SOCIAUX*	247
SIGNALEMENT	62
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	41
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	106
NON PRÉCISÉ, DEMANDES FERMÉES À L'ACCUEIL	79
TOTAL	909

* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D'ÉDUCATION

MÊME SI LES PÉRIODES DE RÉFÉRENCE NE SONT PAS IDENTIQUES AUX 2 ANNÉES PRÉCÉDENTES, NOUS CONSTATONS TOUT MÊME UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTES REÇUES À LA DIRECTION DES ENQUÊTES JEUNESSE. RAPPELONS QU'À LA FIN FÉVRIER 2024, NOUS EN AVIONS REÇU 692 ALORS QU'À LA FIN FÉVRIER 2023, C'ÉTAIT 379.

LE TABLEAU CI-DESSUS PRÉSENTE LES MOTIFS PRINCIPAUX D'ENQUÊTE. IL EST À NOTER QUE DES MOTIFS SECONDAIRES PEUVENT ÉGALEMENT ÊTRE ENQUÊTÉS EN PARALLÈLE. AU 31 JANVIER 2025, LE DROIT DE RECEVOIR DES SERVICES SOCIAUX ADÉQUATS EST LE MOTIF LE PLUS SOUVENT ALLÉGUÉ LORS DE LA RÉCEPTION DES DEMANDES D'ENQUÊTES (27 %). S'EN SUIT LE DROIT À CE QUE LES DÉCISIONS SOIENT PRISES DANS L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT (9 %), LE DROIT AUX COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES DANS LE CADRE D'UN PLACEMENT (9 %) ET LE DROIT À UN MILIEU D'HÉBERGEMENT RÉPONDANT AUX BESOINS (8 %).

LES DEMANDES FERMÉES À L'ACCUEIL REPRÉSENTENT DES DEMANDES D'ENQUÊTE OÙ LA PERSONNE REQUÉRANTE, SUIVANT UN ÉCHANGE AVEC ELLE, SOUHAITAIT PLUTÔT S'ADRESSER À UN AUTRE ORGANISME (EX : FAIRE UN SIGNALEMENT AU DPJ). CES PERSONNES ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS L'ORGANISME POUVANT RÉPONDRE À LEUR BESOIN.

DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2024-2025 (31 JAN)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	36
BAS-SAINT-LAURENT	34
CAPITALE-NATIONALE	105
CHAUDIÈRE-APPALACHES	26
CÔTE-NORD	13
ESTRIE	81

RÉGION ADMINISTRATIVE	2024-2025 (31 JAN)
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	33
LANAUDIÈRE	25
LAURENTIDES	90
LAVAL	54
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	93
MONTÉRÉGIE	105
MONTRÉAL	83
NORD-DU-QUÉBEC	8
OUTAOUAIS	42
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	63
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	18
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	909

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES DE LA POPULATION SELON LA RÉGION, EN DATE DU 31 JANVIER 2025, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D'ENQUÊTE SONT, DANS L'ORDRE, LA MONTÉRÉGIE ET LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE (11 % CHACUNE) ET LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (10 %).

NOUS NOTONS UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DU TAUX PROPORTIONNEL DU NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTES PROVENANT DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE (+6 %) ET UNE BAISSÉ SIGNIFICATIVE DU TAUX PROPORTIONNEL DE DEMANDES D'ENQUÊTES PROVENANT DE LA RÉGION DE LA MAURICIE-CENTRE-DU QUÉBEC (-5 %).

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2024-2025 (31 JAN)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10
BAS-SAINT-LAURENT	7
CAPITALE-NATIONALE	24
CHAUDIÈRE-APPALACHES	8
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	30
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1
LANAUDIÈRE	7
LAURENTIDES	13
LAVAL	9
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	25
MONTÉRÉGIE	28
MONTRÉAL	36
NORD-DU-QUÉBEC	3
OUTAOUAIS	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	16
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	219

AU 31 JANVIER 2025, DES 909 DEMANDES D'ENQUÊTES REÇUES, 219 ONT FAIT L'OBJET D'UNE OUVERTURE D'ENQUÊTE. UNE DEMANDE D'ENQUÊTE EST JUGÉE RECEVABLE LORSQUE LES FAITS RAPPORTÉS SONT EN LIEN AVEC UN DROIT D'UN ENFANT OU D'UN GROUPE D'ENFANTS QUI SERAIENT LÉSÉS ET QUI NE FONT PAS L'OBJET D'UN RECOURS OU D'UN JUGEMENT RÉCENT EN CHAMBRE DE LA JEUNESSE. LES PERSONNES REQUÉRANTES DONT LES DEMANDES SONT NON RECEVABLES SONT DIRIGÉES, AU BESOIN, VERS D'AUTRES RESSOURCES.

DE CE NOMBRE, LE NOMBRE DE SITUATIONS EN VERTU DESQUELLES LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 90, UNE AUGMENTATION COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE DERNIÈRE (80) OU L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (75).

LE NOMBRE D'ENQUÊTES AUTORISÉES DOMINENT DANS CERTAINES RÉGIONS COMME MONTRÉAL (16 %), L'ESTRIE (14 %), LA MONTÉRÉGIE (13 %), LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (11 %) ET LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE (11 %).

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2024-2025 (31 JAN)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10
BAS-SAINT-LAURENT	6
CAPITALE-NATIONALE	24
CHAUDIÈRE-APPALACHES	9
CÔTE-NORD	4
ESTRIE	9
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	3
LANAUDIÈRE	10
LAURENTIDES	21
LAVAL	13
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	25
MONTÉRÉGIE	10
MONTRÉAL	35
NORD-DU-QUÉBEC	0
OUTAOUAIS	1
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	10
NON PRÉCISÉ*	0
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	190

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC

ENTRE LE 1ER AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A COMPLÉTÉ 190 ENQUÊTES JEUNESSE DONT PLUSIEURS ENQUÊTES SYSTÉMIQUES. L'AJOUT D'ENQUÊTES SYSTÉMIQUES EN PLUS GRAND NOMBRE AU PLAN DE TRAVAIL DE LA DIRECTION DES ENQUÊTES JEUNESSE PERMET D'ABOUTIR À DES CHANGEMENTS CHEZ UN PLUS GRAND NOMBRE D'ENFANTS QUE SI LES SITUATIONS AVAIENT ÉTÉ TRAITÉES UNIQUEMENT DE FAÇON INDIVIDUELLE.

Question **170**

LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2024-2025.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES ONT ÉTÉ ÉMISES AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES À TITRE DE MIS-EN-CAUSE DANS UNE ENQUÊTE INDIVIDUELLE OU SYSTÉMIQUE.

D'ABORD, AU COURS DES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, DES RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ ÉMISES À DIFFÉRENTS MINISTÈRES À LA SUITE DU DÉPÔT DE DEUX RAPPORTS D'ENQUÊTES SYSTÉMIQUES. LE PREMIER RAPPORT FAIT ÉTAT D'UNE ENQUÊTE RÉALISÉE DANS LA RÉGION DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN EN 2017 ET LE DEUXIÈME RAPPORT PORTE SUR LA SITUATION DES ENFANTS INUIT HÉBERGÉS DANS DES CENTRES DE RÉADAPTATION DU CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE DE MONTRÉAL ET DU CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA EN 2021.

CES DOSSIERS ONT FAIT L'OBJET D'UN SUIVI DES RECOMMANDATIONS DANS L'ANNÉE 2024-2025.

ENSUITE, UNE ENQUÊTE SYSTÉMIQUE A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN COURS D'ANNÉE ET FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS ÉMISES AU MSSS. LE SUIVI DE CES RECOMMANDATIONS EST TOUJOURS EN COURS.

ENQUÊTES SYSTÉMIQUES COMPLÉTÉES LORS DE PÉRIODES FINANCIÈRES ANTÉRIEURES

ENQUÊTE SYSTÉMIQUE CONCERNANT LES ENFANTS SIGNALÉS À LA DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

LE 22 AOÛT 2017, LA COMMISSION ÉTAIT D'AVIS QUE L'ENQUÊTE CONCERNANT LES ENFANTS SIGNALÉS À LA DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN AVAIT MIS EN LUMIÈRE DES LACUNES ET DES MANQUEMENTS MAJEURS QUANT AUX PROCESSUS D'INTERVENTION ET DE PRISE DE DÉCISIONS, DE L'ENCADREMENT ET DE LA FORMATION DES INTERVENANTS, AINSI QUE DES OUTILS CLINIQUES DONT ILS DISPOSENT AFIN DE PARTICIPER À LA RÉALISATION DU MANDAT DE LA DPJ.

AU TERME DE SON ENQUÊTE, LA COMMISSION AVAIT ÉMIS VINGT-TROIS (23) RECOMMANDATIONS DONT SIX (6) ADRESSÉES À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, À LA SANTÉ PUBLIQUE ET SAINES HABITUDES DE VIE DE L'ÉPOQUE. MALGRÉ L'ENGAGEMENT DU MSSS À METTRE EN ŒUVRE CES RECOMMANDATIONS, UNE D'ENTRE ELLES ÉTAIT TOUJOURS EN SUIVI PAR LA COMMISSION, N'AYANT PAS ÉTÉ COMPLÈTEMENT RÉALISÉE DEPUIS AOÛT 2017.

RECOMMANDATION QUANT À LA RÉVISION DES STANDARDS DE PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE

DES NORMES DOIVENT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU'AU COURS DE L'ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L'ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS. CELLES-CI SE RETROUVENT DANS DIVERS DOCUMENTS, ACCESSIBLES AUX PERSONNES RESPONSABLES DE L'UNE OU L'AUTRE DES ACTIVITÉS INSCRITES DANS LA TRAJECTOIRE DE SERVICES EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.

DES ÉCARTS EXISTAIENT ENTRE LES NORMES PROPOSÉES ET L'ÉVOLUTION DES STANDARDS, PRATIQUES, ET LE RESPECT DE LA LOI EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE. DEPUIS CE CONSTAT RÉALISÉ À LA SUITE DE CETTE ENQUÊTE SYSTÉMIQUE, PLUSIEURS ENQUÊTES DE LA COMMISSION ONT MIS EN ÉVIDENCE DES LÉSIONS DE DROITS DONT LES ENFANTS SONT VICTIMES À CAUSE DE STANDARDS DE PRATIQUE QU'IL ÉTAIT URGENT DE RÉVISER.

LE 13 JUIN 2024, LA COMMISSION EST INFORMÉE QUE LE TRAVAIL QUANT À L'ÉLABORATION DE NOUVEAUX INDICATEURS ÉTAIT TERMINÉ ET QUE LA DIFFUSION DE CES INDICATEURS ÉTAIT EN COURS DANS LES ÉTABLISSEMENTS. LES INDICATEURS SONT ENTRÉS EN VIGUEUR LE 22 SEPTEMBRE 2024. LES INDICATEURS RÉVISÉS CONCERNENT LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU'AU COURS DE L'ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L'ORIENTATION.

LA COMMISSION A DONC PRIS ACTE DES INDICATEURS ÉLABORÉS ET DIFFUSÉS ET A MIS FIN À SON SUIVI.

ENQUÊTE SUR LA SITUATION DES ENFANTS INUIT HÉBERGÉS DANS DES CENTRES DE RÉADAPTATION DU CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE DE MONTRÉAL ET DU CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA

EN MAI 2021, LA COMMISSION MET EN LUMIÈRE LA SITUATION D'ENFANTS INUIT HÉBERGÉS DANS DES CENTRES DE RÉADAPTATION DU CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL, DU CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA (UNITÉ ULLURIAQ FILLES ET UNITÉ ULLURIAQ GARÇONS) AINSI QUE DANS LES UNITÉS DE RÉADAPTATION DE SALLUIT ET D'INUKJUAQ.

L'ENQUÊTE A PERMIS DE CONSTATER DE SÉRIEUSES LACUNES AU SUJET DES SERVICES REÇUS À L'APPLICATION DES MESURES, SOIT LES DÉLAIS AINSI QUE LE MANQUE DE PARTICIPATION DE TOUS LES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS L'ÉLABORATION DES PLANS D'INTERVENTION, L'ABSENCE DE RENCONTRES EN PERSONNE ENTRE LE JEUNE ET SON INTERVENANT À L'APPLICATION DES MESURES, L'IMPRATICABILITÉ DES INTERVENTIONS SYSTÉMIQUES FAMILIALES, ET LES DIFFICULTÉS LOGISTIQUES ET CLINIQUES RATTACHÉES À LA RÉINTÉGRATION DU JEUNE DANS SA COMMUNAUTÉ.

L'ENQUÊTE A ÉGALEMENT RÉVÉLÉ QUE LES PRATIQUES DE SURVEILLANCE ET DE RESTRICTION DES CONVERSATIONS ENTRE JEUNES DE LA DPJ DU CIUSSS-ODIM, L'ABSENCE DE TRADUCTION DES CODES DE VIE DES UNITÉS DE RÉADAPTATION DU CIUSSS-ODIM EN INUKTITUT ET DE BANQUE D'INTERPRÈTES POUR LES ÉDUCATEURS ET L'ABSENCE DE RÈGLE CLAIRE ET EXPLICITE DANS LES CODES DE VIE DES UNITÉS DE RÉADAPTATION ET DIRECTIVES DE LA DPJ DU CIUSSS-ODIM, RELATIFS À LA SURVEILLANCE DES CONVERSATIONS ENTRE JEUNES HÉBERGÉS CONTREVIENNENT AUX DROITS DES JEUNES INUIT À LA PRÉSERVATION DE LEUR IDENTITÉ CULTURELLE ET À L'USAGE LIBRE ET SANS CONTRAINTE DE LEUR LANGUE.

ENFIN, ELLE A PERMIS DE DÉMONTRER QUE LES JEUNES INUIT HÉBERGÉS DANS LES UNITÉS DE RÉADAPTATION DU CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL NE RECEVAIENT PAS DE SCOLARISATION QUALIFIANTE, TOUT COMME CEUX QUI SONT HÉBERGÉS DANS LES UNITÉS DE RÉADAPTATION SOUS L'AUTORITÉ DU CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA SITUÉES À DORVAL.

AU TERME DE L'ENQUÊTE, LA COMMISSION ÉMET 32 RECOMMANDATIONS DONT CERTAINES ADRESSÉES AU **MINISTRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC**.

AINSI, LA COMMISSION A EFFECTUÉ LE SUIVI DE LA RECOMMANDATION SUIVANTE :

- INTÉGRER ET RECUEILLIR DES DONNÉES SUR LES ENFANTS AUTOCHTONES, NOTAMMENT RELATIVEMENT AUX DEMANDES D'ADMISSIBILITÉ À L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS ET À LEUR FRÉQUENTATION SCOLAIRE.

NOUS SOMMES PRÉSENTEMENT EN ATTENTE D'UNE RÉPONSE QUANT À LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE RECOMMANDATION.

ENQUÊTE SYSTÉMIQUE FINALISÉE EN COURS D'ANNÉE

ENQUÊTE CONCERNANT LES CONDITIONS DE VIE DES JEUNES HÉBERGÉS EN UNITÉ DE DÉBORDEMENT EN MONTÉRÉGIE

LE 22 AOÛT 2024, LA COMMISSION ÉTUDIE ET REND UNE DÉCISION SUR LES CONDITIONS D'HÉBERGEMENT DES JEUNES HÉBERGÉS EN UNITÉS DE DÉBORDEMENT DU CIUSSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST. ELLE CONSTATE QUE LES JEUNES SONT HÉBERGÉS DANS DES CONDITIONS DE GRANDE PROXIMITÉ, SANS INTIMITÉ PENDANT DES PÉRIODES PROLONGÉES. CES UNITÉS DE DÉBORDEMENT DOIVENT ÊTRE OUVERTES EN RAISON DU MANQUE DE PLACES EN UNITÉ RÉGULIÈRE ET DE LA DEMANDE CROISSANTE DE SERVICES D'HÉBERGEMENT JEUNESSE POUR LA POPULATION. L'ENQUÊTE RÉVÈLE QUE LE CIUSSS A INTERPELLÉ LE MSSS DE LA SITUATION ET MAINTIEN SES BESOINS EN MATIÈRE DE FINANCEMENT POUR 107 PLACES EN RÉADAPTATION DEPUIS 2020. LES DEMANDES DE MEURENT SANS RÉPONSE OU SONT À L'ÉTUDE PAR LE MSSS DEPUIS PLUSIEURS MOIS.

LA COMMISSION ÉMET 2 RECOMMANDATIONS AU MINISTRE RESPONSABLE DES SERVICES SOCIAUX, SOIT:

- DE METTRE LES MESURES EN PLACE EN COLLABORATION AVEC LE PDG ET LA DPJ DE LA MONTÉRÉGIE-EST, AFIN DE S'ASSURER QUE LES UNITÉS MIRAGE, OU TOUTE AUTRE UNITÉ PRÉSENTANT LES MÊMES CARACTÉRISTIQUES, NE SOIENT PLUS UTILISÉES COMME UNITÉS DE DÉBORDEMENT.
- PRENDRE LES MOYENS POUR METTRE LES MESURES NÉCESSAIRES EN PLACE AFIN DE S'ASSURER, QUE LORSQUE DES PROBLÉMATIQUES RELIÉES AUX RESSOURCES SONT PORTÉES À LA CONNAISSANCE DU MSSS PAR UNE DPJ, QU'UNE ÉVALUATION DES IMPACTS POTENTIELS SUR LES DROITS DES ENFANTS SOIT EXÉCUTÉE RAPIDEMENT, AFIN DE S'ASSURER DU RESPECT DES DROITS.

LA COMMISSION EST EN ATTENTE D'UN ENGAGEMENT FORMEL À L'ADOPTION ET LA MISE EN PLACE DES MESURES, AINSI QU'UNE ÉVALUATION DU DÉLAI DE RÉALISATION REQUIS.

Question **171**

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2024-2025.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES DEMANDES D'ENQUÊTES EN JEUNESSE

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	909

ENTRE LE 1ER AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A REÇU UN TOTAL DE 909 DEMANDES D'ENQUÊTES EN MATIÈRE JEUNESSE, UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE COMPARATIVEMENT AUX TROIS DERNIÈRES ANNÉES.

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	219

UNE FOIS LA DEMANDE D'ENQUÊTE REÇUE, LA COMMISSION DOIT EN ANALYSER LA RECEVABILITÉ À PARTIR DE CRITÈRES PRÉCIS AFIN DE DÉCIDER SI ELLE PEUT OUVRIR UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE N'ÉTANT PAS IDENTIQUE, IL EST DIFFICILE DE PRÉDIRE AVEC EXACTITUDE SI LA COMMISSION AURA AUTORISÉ UN NOMBRE SIMILAIRE D'ENQUÊTE EN JEUNESSE. QUOI QU'IL EN SOIT, LE TRAVAIL DE PERFECTIONNEMENT ET D'OPTIMISATION DES PROCESSUS S'EST POURSUIVI DANS LES ÉQUIPES DE L'ACCUEIL ET DE LA RECEVABILITÉ, CE QUI A CONTRIBUÉ À MAINTENIR DES DÉLAIS DE TRAITEMENT SATISFAISANT MALGRÉ UNE COMPLEXIFICATION ACCRUE DES SITUATIONS PRÉSENTÉES PAR LES DEMANDES D'ENQUÊTE.

DOSSIERS FERMÉS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	190

ENTRE LE 1ER AVRIL 2024 ET LE 31 JANVIER 2025, LA COMMISSION A TRAITÉ 190 DOSSIERS D'ENQUÊTES EN MATIÈRE JEUNESSE. NOUS POUVONS ANTICIPER UNE DIMINUTION DU NOMBRE D'ENQUÊTES COMPLÉTÉES. SI LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE PRÉCÉDENTE (2023-24) SE DÉMARQUAIT PAR UNE AUGMENTATION DU PLAN DE POSTE, CETTE ANNÉE EST PLUTÔT MARQUÉE PAR UNE INCAPACITÉ DE COMBLER LES POSTES LAISSÉS VACANTS PAR DES DÉPARTS D'EMPLOYÉS EN RAISON DU CONTEXTE BUDGÉTAIRE, PARTICULIÈREMENT DANS L'ÉQUIPE DES ENQUÊTES.

DOSSIERS ACTIFS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	171

CETTE DONNÉE REPRÉSENTE LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS AU 31 JANVIER 2025, À LA DIRECTION DES ENQUÊTES JEUNESSE. CE SONT EXCLUSIVEMENT DES DOSSIERS DONT LA SITUATION EST JUGÉE COMME FAISANT PARTI DE LA COMPÉTENCE DE LA COMMISSION.

LES DÉLAIS

	2024-2025 (31 JAN)
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTE (EN JOURS)	81

LE DÉLAI DE TRAITEMENT DU TABLEAU CI-DESSUS CORRESPOND AU DÉLAI MOYEN ENTRE LA RÉCEPTION D'UNE DEMANDE D'ENQUÊTE ET LA FIN DU TRAVAIL DE LA DIRECTION DES ENQUÊTES JEUNESSE, QUELLE QU'EN SOIT L'ÉTAPE DE FINALISATION DU DOSSIER. COMME DÉMONTRÉ CI-DESSUS, LE DÉLAI DE TRAITEMENT A DIMINUÉ, SE SITUANT CETTE ANNÉE À UN PEU MOINS DE 3 MOIS (81 JOURS), COMPARATIVEMENT À 135 JOURS EN 2023 -2024.

LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2024-2025		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU (EN JOURS)	DÉLAI MOYEN OBTENU (EN JOURS)	NB DE DOSSIERS
RECEVABILITÉ	30	20	794
ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE	45	39	252
ENQUÊTE 2E ÉTAPE	270	181	104

LES DÉLAIS MOYENS DE TRAITEMENT DES DEMANDES D'ENQUÊTE, À L'ÉTAPE DE LA RECEVABILITÉ ET À LA 1ÈRE ÉTAPE DE L'ENQUÊTE, ONT DIMINUÉ COMPARATIVEMENT AUX DÉLAIS DE L'ANNÉE PASSÉE. LES EFFORTS DE SOUTIEN ET D'ENCADREMENT AINSI QUE LES ACTIONS EN VUE D'OPTIMISER LES PROCESSUS ONT PORTÉS FRUIT. DE PLUS SE SONT AJOUTÉS DES FORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES OFFERTES AUX MEMBRES DU PERSONNEL QUI LES AIDENT À TRAITER LES SITUATIONS DE FAÇON PLUS EFFICIENTE.

LE DÉLAI EN 2E ÉTAPE D'ENQUÊTE A, QUANT À LUI, AUGMENTÉ DE FAÇON SIGNIFICATIVE. CECI EST DÛ AU NOMBRE D'ENQUÊTES DE NATURE SYSTÉMIQUE COMPLÉTÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL DERNIER. LES ENQUÊTES SYSTÉMIQUES SONT GÉNÉRALEMENT PLUS COMPLEXES ET, CONSÉQUEMMENT, PLUS LONGUES AVANT LEUR FINALISATION. PAR CONTRE, ELLES TROUVENT LEUR PERTINENCE DANS LE FAIT QU'ELLES ONT LE POTENTIEL D'AVOIR DES IMPACTS SUR LES TRAJECTOIRES DE SERVICES AFFECTANT UN PLUS GRAND NOMBRE D'ENFANTS.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements Particuliers PQ

Étude des crédits 2025-2026

Question **172**

EFFECTIF POUR 2024-2025 ET PRÉVISIONS POUR 2025-2026, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2024-2025	EFFECTIFS EN PLACE (POSTES OCCUPÉS)
PERSONNEL D'ENCADREMENT		
DIRECTEUR	12	11
TOTAL	12	11
PERSONNEL PROFESSIONNEL		
CONSEILLER EN COMMUNICATION	6	6
CONSEILLER EN ÉDUCATION ET COOPÉRATION	16	10
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	6	6
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	5	7
CHERCHEUR	5	5
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	17	11
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	8	8
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	3	3
CONSEILLER JURIDIQUE	22	23
COORDONNATEUR	13	13
ENQUÊTEUR	34	30
MÉDIATEUR	8	7
TOTAL	144	130
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		
AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	0	0
AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	15	13
BIBLIOTECHNICIEN	1	1
SECRÉTAIRE	1	1
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	17	16
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	18	17
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	4	4
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TOTAL	64	60
GRAND TOTAL	220	201

Question **173**

BILAN DU SERVICE DE MÉDIATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DANS LE CADRE DU PROJET PILOTE
À QUÉBEC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CETTE QUESTION NE RELÈVE PAS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, MAIS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

